



ÉCOLE DE  
COMMERCE DE  
LYON®

# Mémoire

Comment minimiser et adapter l'économie  
aux effets dévastateurs de la possible crise  
à venir ?

Bachelor 2 classique  
Année : 2015/2016

Rédigé par :  
Loïc MARCANGELI

Directeur de mémoire :  
M. Bouilhol

# Remerciements

Avant toute chose, je souhaiterais introduire ce mémoire par des remerciements.

A Monsieur Didier Bouilhol :

Pour ses conseils éclairés et avisés et son apport d'informations pertinent.

A Madame Pauline Rey :

Pour son aide tout au long du développement de ce mémoire.

A Monsieur Guilhem Froesel :

Pour ses explications précises m'ayant aidé à développer ce mémoire de la meilleure des manières.

# Sommaire

<u>Introduction</u> .....	1
<u>Partie 1 : Les aspects macroéconomiques : Jeux de pouvoir et pouvoir du Je</u> .....	7
I) <u>Chine : Source de forte instabilité</u> .....	8
A) <u>Les causes et conséquences sur le pays</u> .....	8
1) <u>Une conjoncture non favorable à l'endettement chinois et créateur de bulles immobilière et industrielle</u> .....	9
2) <u>Une croissance en recul et la dévaluation du Yuan</u> .....	11
B) <u>Impacts du réajustements chinois sur l'économie mondiale</u> .....	13
II) <u>OPEP : Une interdépendance essentielle et marquée avec le monde</u> .....	16
A) <u>Des causes à la fois liées et indépendantes</u> .....	17
1) <u>Iran : Un retour sur le marché pétrolier inquiétant</u> .....	18
2) <u>Etats-Unis : Un retour calculé</u> .....	19
B) <u>De possibles conséquences désastreuses</u> .....	21
1) <u>Une forte incidence sur l'OPEP</u> .....	21
2) <u>Une adaptation des compagnies pétrolières</u> .....	23
III) <u>Europe et Etats-Unis : Des acteurs non négligeables à l'impulsion d'une probable prochaine crise</u> .....	24
A) <u>Etats-Unis : Une conjoncture financière inquiétante</u> .....	25
B) <u>Union Européenne : Des tourments interétatiques pouvant être sources d'affaiblissement de son économie</u> .....	28
<u>Partie 2 : Les maux des organismes de financement internes aux Etats</u> .....	30
I) <u>Banques centrales et organismes de régulation mondiaux : Des mesures de sauvetage ayant des conséquences sur l'économie actuelle</u> .....	31
A) <u>Banques Centrales : Les effets du Quantitative Easing</u> .....	31
B) <u>Accords de Bâle III : Des dérives inattendues</u> .....	33
II) <u>Organismes financiers : Des dérives dues à la réglementation</u> .....	34
A) <u>Shadow Banking : Le transfert des problèmes vers la finance de l'ombre</u> .....	34
B) <u>Bespoke Tranche Opportunity : Les nouveaux subprimes</u> .....	36

<u>Partie 3 : Etablissement de préconisations</u> .....	38
I) <u>Les différents Etats susceptibles de provoquer une crise</u> .....	39
II) <u>Organismes dont dépendent les Etats</u> .....	41
<u>Conclusion</u> .....	42
<u>Annexes</u> .....	46

## Introduction

« En matière financière, il faudrait réaffirmer le droit et la responsabilité du gouvernement à prendre le contrôle des établissements qui posent problèmes, établir un état réel des lieux de leurs difficultés, renvoyer les dirigeants fautifs, etc. Au lieu de cela, les grandes banques conservent leur influence sur l'Etat pour éviter de payer le prix de la crise, avec le résultat qu'elles survivent mais restent éminemment toxiques, préparant de nouvelles crises pour demain. » *John Kenneth Galbraith, Article Trop loin de Roosevelt, Alternatives économiques, n°282 juillet-août 2009*<sup>1</sup>

Le monde est entièrement dépendant de l'économie générale et globalisée constituée des Etats, des institutions qui les composent, des organismes bancaires, des entreprises et des particuliers. Si l'un de ces rouages venait à faiblir ou à faillir cela aurait pour effet d'emporter toutes les autres composantes de ce schéma. Toutefois cette même économie dépend en priorité des particuliers sources de croissance et d'évolutions Etatiques et bancaires. Or l'Histoire a démontré à mainte et mainte reprise que ce pilier à la fois fragile de par sa vulnérabilité économique, car lié aux banques et solide de par son nombre important était le premier à être touché par les crises qui se sont succédées.

Le mot crise vient du grec « krisis » et du latin « crisis » qui signifie « décision ». En effet pour Hippocrate, médecin grec elle caractérise le moment critique durant lequel la maladie prend un virage décisif. Le premier caractère chinois symbolisant le mot évoque un homme se tenant au bord d'une falaise, faisant face au danger.<sup>2</sup> La signification transmise par l'Académie française : « Le nom crise est emprunté ... celui d'accident d'ordre médical, brusque et inattendu. En français, c'est essentiellement ce dernier sens qui est conservé, ainsi que ses emplois figurés, pour désigner un évènement soudain qui vient, comme l'altération brusque de la santé, troubler et bouleverser une situation jusqu'alors paisible. On parlera ainsi, à juste titre, de la crise financière de 1929 ou de la crise pétrolière de 1973, que l'on appelle également choc pétrolier, ce qui souligne bien son caractère ponctuel. On évitera donc d'employer le mot crise pour parler de phénomènes durables et l'on s'efforcera de le réserver à des évènements précis et limités dans le temps. »<sup>3</sup> *Académie Française, 9 septembre 2014*

---

<sup>1</sup> John Kenneth Galbraith, Article Trop loin de Roosevelt, Alternatives économiques, n°282 juillet-août 2009

<sup>2</sup> <http://www.pantopie.org/indefinition/crise/>

<sup>3</sup> <http://www.academie-francaise.fr/crise>

Toutefois cette définition n'est que trop superficielle pour comprendre réellement les effets et les changements profonds que provoquent une crise au sens économique du terme. De plus celle-ci ne semble pas correspondre à celle connue ces dernières années qui a eut un long effet dans le temps qui n'est donc plus, comme cité dans la définition « ponctuelle ». Egalement, suite à de nombreuses analyses, études, sommets économiques post-crise il semblait évident de pouvoir prévoir la crise de 2008. Certains l'ont même prédit 1 à 2 ans avant son déclenchement mais n'ont pas été entendus tel que Nouriel Roubini qui, lors d'un discours devant des spécialistes de l'économie, de la finance et du FMI a annoncé que : « Dans les mois et les années à venir, les États-Unis vont probablement vivre une dépréciation immobilière qui ne se voit qu'une fois dans une vie, un choc pétrolier, une diminution prononcée de la confiance des consommateurs et, ultimement, une grave récession. »<sup>4</sup> *Nouriel Roubini, débat au FMI, 7 septembre 2006*

C'est pourquoi il est nécessaire d'expliquer le terme crise par une définition économique qui saura répondre et mettre en exergue les réels impacts subis lors d'un tel basculement. En effet il est nécessaire de distinguer crise financière et crise économique, la seconde découlant de la première. Une crise financière correspond à une déstabilisation du système bancaire et financier impactant directement la devise et la bourse. Celle-ci peut soit être locale, soit par extension, être mondiale. Elle peut avoir pour conséquence de ralentir l'économie mondiale voir de générer une crise économique et une récession.<sup>5</sup> Tandis qu'une crise économique est « une détérioration de la situation économique et sociale de manière généralisée sur les ménages et les entreprises, tant d'un point de vue financier que social. »<sup>6</sup> Ce qui ressort de ces 2 définitions est que la première touche principalement les institutions et l'Etat tandis que la seconde plus générale atteint tous les piliers de l'économie mondiale.

Fort de ces 2 nouvelles définitions, il est maintenant possible de comprendre ou tout du moins appréhender les conséquences des principales crises nous ayant impacté à travers les temps.

En effet suite à la révolution industrielle durant le XIXème siècle qui engendra une mutation profonde des systèmes économiques de chaque nation s'industrialisant, naquit le capitalisme. Cela engendra la première crise économique mondiale en 1873 nommée la Grande Dépression, notamment dû à la spéculation immobilière à outrance aux Etats-

---

<sup>4</sup> Le Figaro, G.Puech, 9 octobre 2009

<sup>5</sup> <https://www.mataf.net/fr/edu/glossaire/crise-financiere>

<sup>6</sup> <http://se-preparer-aux-crisis.fr/la-crise-economique-definition-et-principes-de-base/>

Unis et en Allemagne, spéculation qui gagna par la suite Vienne. Le 9 mai 1873, un krach se produisit à la bourse de Vienne dû aux multiples emprunts et à la forte industrialisation. La panique gagna l'Allemagne, la France et l'Angleterre. Au lendemain de ce krach 70 banques firent faillite. Afin de contenir la panique les gouvernements furent obligés de fermer les bourses. Les effets de cette crise qui venait à se généraliser commencèrent à se manifester notamment sur les principaux secteurs concernés par ces emprunts démesurés. Effectivement les secteurs du commerce et surtout de l'industrie connurent un chamboulement sans précédent entre autre avec la fermeture de plusieurs mines, de fabriques, etc... A titre d'exemple, 37 sociétés de chemins de fer récemment ouvertes durent fermer leur porte en Autriche et en Allemagne.<sup>7</sup> Peu de temps après les Etats-Unis furent touchés par cette crise sans précédent. Les conséquences outre Atlantique furent les mêmes qu'en Europe, c'est à dire la faillite des banques, fermeture de fabriques et usines, chômage. Toute cette crise aurait pu être évitée notamment par un contrôle des Etats, leurs institutions et une responsabilisation ainsi qu'une prise de conscience des banques sur les impacts de cette spéculation à outrance. Après une première guerre mondiale et de nombreux changements sociétaux profonds, le 24 octobre 1929 le bien nommé « jeudi noir » où Wall Street fut touché par un effondrement des valeurs, le monde vit s'abattre une seconde crise économique. Dans les années 30, celle-ci s'étendit à l'Australie et la Nouvelle-Zélande, puis malgré une solide résistance, l'Europe suivit les 2 précédents pays engendrant en mai 1931 la fermeture de la Kreditanstalt la plus importante banque autrichienne. Les conséquences sont les mêmes que la précédente crise, une augmentation du chômage totalisant en 1932 plus de 40 millions de chômeurs dans les pays industrialisés, une baisse du commerce mondiale en 1935 à moins de 40% par rapport à 1928. De plus cette dépression toucha les pays en voie de développement qui, suite à la baisse de croissance des pays développés ne trouvent plus preneur pour exporter leurs produits issus de la culture.<sup>8</sup> Or, une nouvelle fois il y avait des signes avant-coureurs. En effet aux Etats-Unis il est constaté que l'immobilier s'essouffle et il en est de même quelques années plus tard pour l'automobile. Cette crise sera l'une des conséquences de l'arrivée d'Hitler au pouvoir le 30 janvier 1933 et donc de la Seconde Guerre Mondiale. Suite à cette guerre, le monde entrera dans la période des 30 Glorieuses de 1946 à 1975. Mais en 1973 le monde connaît le premier choc pétrolier de son Histoire,

---

<sup>7</sup> [http://archives-lepost.huffingtonpost.fr/article/2008/10/23/1296433\\_temps-de-crise-perspective-historique.html](http://archives-lepost.huffingtonpost.fr/article/2008/10/23/1296433_temps-de-crise-perspective-historique.html)

<sup>8</sup> Encyclopédie Larousse, La crise de 1929

conduit par les pays de OPEP (Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole). Le prix du pétrole augmente fortement notamment dû à un embargo contre plusieurs pays occidentaux dont les Etats-Unis et les pays en développement doivent s'endetter auprès de la communauté internationale. Puis en 1979, la planète connaît le second choc pétrolier principalement dû au retrait du pétrole iranien. Cette crise aura pour conséquences de modifier l'économie mondiale poussant les compagnies extractrices de pétrole à innover. Ce choc est relativement vite maîtrisé de par l'adaptation des pays consommateurs de pétrole à ce nouveau système. Or des signes annonciateurs de ces 2 crises étaient présents. En effet les analystes ont pu noter l'accroissement de l'inflation entre 1945 et 1970, la baisse de rentabilité des grandes entreprises, l'arrivée des nouvelles technologies notamment dû aux premiers pas sur la Lune en 1969, le déclin de certains produits industriels au profit d'autres produits, les délocalisations de plus en plus importantes des grandes firmes des pays industrialisés dans les pays en voie de développement et l'augmentation du chômage entre 1968 et 1972.<sup>9</sup> Une nouvelle fois plutôt que d'observer les statistiques, chiffres et autres indicateurs les Etats ont préféré guérir que prévenir. Le monde dans un constant changement pendant 30 ans a évolué tant sur le plan social, moral qu'économique créant de nouveaux produits financiers afin de s'adapter aux mœurs nouvelles. Mais fin 2007, début 2008 une de ces créations nouvelles a évolué et s'est transformée en un monstre incontrôlable qui a failli engloutir l'économie mondiale nous forçant à refondre les institutions et bases de nos Sociétés. Le nom de celui-ci est subprime. Ce produit permettait aux familles américaines de la classe moyenne ne présentant pas de garanties financières permettant d'emprunter normalement d'accéder à la propriété. Les subprimes reposent sur la titrisation, c'est à dire que si une personne était en défaut de paiement, le reste de la dette de cette famille était reportée sur l'ensemble des personnes ayant eut recours à ce type d'emprunt. Or les emprunteurs étaient mal informés des risques. En effet aucune réglementation n'était en vigueur pour les protéger, les taux intéressants auxquels ils empruntaient augmentaient de manière très significative. Au fur et à mesure les défauts de paiement ont commencé à augmenter ayant un effet domino, c'est à dire que les moins solvables n'ont pas pu rembourser et vu que le report des non remboursements se fait sur les autres emprunteurs, cela a fait que la seconde tranche n'a pas pu rembourser à son tour et ainsi de suite. La dette immobilière aux Etats-Unis en 2006 représentaient 600 milliards de dollars, soit 10% du PIB. Cela entraîna une

---

<sup>9</sup> Encyclopédie Larousse, La crise des années 1970-1990

crise d'illiquidité bancaire mondiale à partir d'août 2007 nécessitant ainsi l'intervention des banques centrales. Afin de palier à ce problème, les banques ont donc vendu massivement les actifs de bonne qualité qu'elles possédaient, ce qui a fait baisser le prix de ceux-ci propageant donc la crise de marché en marché. En février 2008, 2 banques font faillites et sont nationalisées, la crise bancaire se généralise donc en crise systémique. De plus le sauvetage de Meryl Lynch par son rachat par Banc of America plutôt que celui de Lehmann Brothers va faire chuter les marchés financiers mondiaux, causant quasiment la perte de AEG (premier assureur mondial). Entre 2008 et 2009 cette crise se transforme en crise économique mondiale. Cela impactera directement les ménages et entreprises, l'accès au crédit étant beaucoup plus difficile, donc une baisse de la consommation faisant entrer le système dans un cercle vicieux qui est le suivant :

Augmentation du chômage → baisse des revenus des ménages → baisse de la demande des ménages → baisse des ventes des entreprises → augmentation du chômage

Cette crise aura fait perdre leur maison à 6 millions d'américains et environ 7 millions se sont retrouvés au chômage.<sup>10</sup> Une nouvelle fois quelques économistes et financiers ont prévu cette crise en analysant les retards de paiement sur les crédits subprimes avant qu'elle ne se déclenche et ont interpellé le gouvernement américain, la presse spécialisée et les grandes banques, or personne n'a voulu les entendre.

Suite à cela la réforme de Bâle III a été promulguée le 16 décembre 2010 dont l'objectif est de contrôler la résilience, c'est à dire la capacité à s'adapter à la conjoncture. Sur le fond la réforme permet donc de contrôler les banques en les obligeant à renforcer le niveau et la qualité de fonds propres ou « renforcer les exigences prudentielles concernant le risque de contrepartie »<sup>11</sup>. Or cette réforme par les recommandations des Etats et le lobbying des banques a été d'une certaine manière aménagée afin d'être le moins possible contraignante. De plus les premières dispositions de cette réforme ne sont entrées en vigueur que le 1<sup>er</sup> janvier 2013 et l'ensemble des mesures devra être appliqué le 1<sup>er</sup> janvier 2019, soit 9 ans après sa ratification.

Certains économistes tels que Juglar, Kondratiev ou Kitchin ont mis en avant différents cycles économiques. Le premier a établi des cycles de 8 à 10 ans, le second des cycles de 50 ans et le dernier des cycles de 3 à 4 ans. Les cycles de Kitchin semblent correspondre

---

<sup>10</sup> Le Monde, La crise financière, 1 janvier 2009, le chômage aux Etats-unis a son plus haut niveau depuis 16 ans

<sup>11</sup> <https://acpr.banque-france.fr/international/les-grands-enjeux/les-accords-de-bale/bale-iii.html>

aux crises mineures qui n'impactent que peu l'économie mondiale ou touche uniquement un Etat. Les cycles de Juglar, quant à eux peuvent se superposer aux crises moyennes. Quant aux cycles de Kondratiev, ils correspondent aux crises majeures, comme précédemment évoqué dans l'introduction. En effet on remarque que toutes les grandes dépressions qui ont touché le monde sont entrecoupées de périodes que l'on pourrait qualifier de calmes constituées de périodes de crises mineures.

Même si des mesures ont été prises pour contrer l'expansion et le développement des différentes crises depuis le début du siècle dernier, les indicateurs actuels sont au rouge. En effet un grand nombre d'économistes et analystes prévoit une lourde crise à venir. Comment minimiser et adapter l'économie aux impacts dévastateurs de la possible crise à venir ?

Le problème ici est qu'il n'y a pas une seule solution tant le sujet est vaste et complexe. En effet tout est lié et il serait possible de comparer l'économie mondiale à la théorie du chaos ou effet papillon. Les sources de déséquilibres sont multiples et ont des conséquences sur plusieurs Etats et économies. Il est donc nécessaire de prendre chacune des sources majeures à part. Toutefois Edouard Tétréau, ancien analyste financier en propose une. Celle-ci se base sur la finance et la religion. En effet l'ancien analyste lors d'une interview pour Challenge affirme : « Je suis en revanche convaincu qu'à Washington DC et New York ces jours-ci, et dans les semaines qui viennent, il (le pape) ouvrira une brèche dans le « mur de Wall Street »<sup>12</sup>. Cette hypothèse semble toutefois peu viable, car là où l'argent est religion il n'y a aucune place pour une seconde religion. Or d'autres hypothèses plus viables semblent envisageables à court terme. Tout d'abord concernant l'Europe, il serait bien venu de renforcer le plan Junker et rendre les estimations de financement concrètes et non plus fictives, censé être pourvoyeur d'emplois et de relance économique. Quant au marché chinois, il est nécessaire que les autorités chinoises suspendent l'interdiction aux institutionnels de vendre des actions, en effet cela ne fait qu'entraîner une volatilité du marché accrue. De plus dans un souci de confiance, les autorités chinoises doivent être absolument transparentes sur les chiffres qu'elles donnent. En effet cela permettrait aux institutionnels et aux étrangers d'investir plus sur le marché Shanghaien et ainsi permettre une stabilisation de celui-ci. D'autre part concernant le système bancaire il serait nécessaire de séparer les banques de dépôts et les

---

<sup>12</sup> <http://www.challenges.fr/economie/20150928.CHA9891/pourquoi-nous-allons-droit-vers-une-nouvelle-crise-financiere-mondiale.html>

banques d'investissements. Effectivement cela permettrait de stabiliser les banques de dépôts et impacter en moindre mesure les épargnants. Enfin pour les pays de l'OPEP, ceux-ci ou les Etats-Unis ou les deux via un accord doivent baisser leur production, car cette surproduction ne permet pas au Brent de remonter à un prix convenable. La baisse de l'offre face à la baisse de la demande aurait pour effet de faire remonter le prix du baril.

Même si rien n'est certain, quelques pistes et spéculations sont possibles en observant les divers mouvements mondiaux.

Afin de comprendre ce qu'il résultera de cette potentielle crise à venir il est nécessaire d'en comprendre ses causes et ses conséquences intrinsèques par l'analyse des aspects macroéconomiques se partageant en jeux de pouvoir et pouvoir du Je (Partie 1). Mais aussi sur les maux des organismes de financement internes aux Etats (Partie 2). Enfin une fois les sources et acteurs de ce potentiel problème définis et établis il sera nécessaire d'envisager des préconisations (Partie 3).

### **Partie 1 : Les aspects macroéconomiques : Jeux de pouvoir et pouvoir du Je**

Afin de dominer l'économie mondiale tous les Etats usent d'alliances, de pactes et de traités, le tout dans le but de ralentir l'économie d'un ou plusieurs pays ou au contraire de stimuler son économie interne ou celle d'un ensemble d'Etats. Toutefois cela peut avoir un très fort impact sur l'économie mondiale. Parmi les responsables de cette possible crise la Chine y est présente, en effet celle-ci<sup>13</sup> étant liée aux autres Etats notamment par la délocalisation de la production des entreprises mondiales le ralentissement de la croissance dans ces derniers impacts directement la croissance dans ce premier. La Chine est donc une très forte source d'instabilité (I) et pourrait mettre en péril la stabilité économique mondiale.

Les pays exportateurs de pétrole, principalement l'OPEP (Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole) suite à la chute vertigineuse du prix du baril, se retrouvent en grande difficulté. En effet d'une certaine manière ils s'apparentent au moteur du monde, or ici le monde est son moteur économique (II). Or quand cette réciprocité vient à se fragiliser ou se briser l'une des 2 parties se retrouvent en difficulté.

---

<sup>13</sup> <http://www.capital.fr/bourse/actualites/les-7-risques-mortels-qui-planent-sur-l-economie-mondiale-en-2016-selon-roubini-1108501>

Dernièrement cette possible crise pourrait trouver son impulsion par le biais d'autres acteurs non négligeables (III) tels que l'Europe et surtout les Etats-Unis.

### I) Chine : Une source de forte instabilité

La Chine a connu, tout au long de ces dernières décennies, une ascension économique, sociale et technologique pharaonique. En effet en 2009, année faisant suite à la crise des subprimes de 2008, alors qu'un grand nombre d'Etats entraient en récession et que d'autres voyaient leur croissance chuter, la Chine connut une croissance de 9,2%.

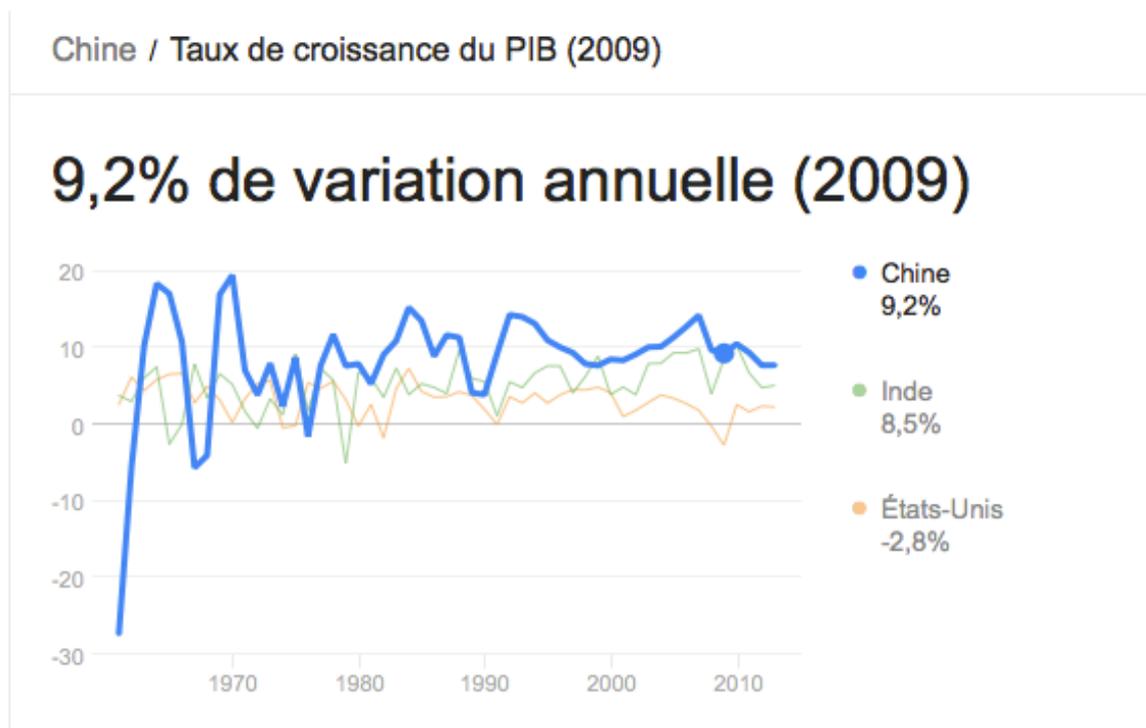


Figure 1: taux de croissance du PIB en Chine en 2009<sup>14</sup>

On remarque également que cet Etat a connu un Boum dans les années 1960 dû aux vagues de délocalisation. Afin de comprendre ce cette instabilité et d'observer sa possible systémie, il est nécessaire de s'intéresser aux causes et conséquences sur le pays de celle-ci (A) et également aux impacts sur le monde (B).

<sup>14</sup> Banque mondiale,  
[https://www.google.fr/publicdata/explore?ds=d5bncppjof8f9\\_&met\\_y=ny\\_gdp\\_mktp\\_kd\\_zg&idim=country:CHN:IND:USA&hl=fr&dl=fr](https://www.google.fr/publicdata/explore?ds=d5bncppjof8f9_&met_y=ny_gdp_mktp_kd_zg&idim=country:CHN:IND:USA&hl=fr&dl=fr)

## **A) Les causes et conséquences sur le pays**

L'Empire du Milieu, afin de se développer pour répondre à la demande industrielle a dû faire un grand nombre d'emprunts aux pays qui, justement, délocalisait dans celui-ci. Or la conjoncture étant changeante, la Chine se trouve endettée créant ainsi des bulles immobilière et industrielle (1) et voit la valeur Yuan dévaluée dû à une croissance en baisse (2).

### **1) Une conjoncture non favorable à l'endettement chinois et créateur de bulles immobilières et industrielles**

Même si la Chine a connu une croissance correcte suite au Krach boursier de 2008, celle-ci en paye tout de même le prix. Effectivement l'endettement chinois atteint des sommets, car afin d'éviter les crises financières, le pays a dû mettre en place des plans de sauvetage en 2009 pour contrer une carence du commerce international dû à l'impact qu'a eut la crise précédemment évoquée sur les pays développés dont dépend fortement l'Empire du Milieu. Ces plans de sauvetage se sont mis en place via les prêts et emprunts des entreprises étatiques et des banques. En effet afin d'éviter les défauts des banques et entreprises, celles-ci ont très fortement augmenter leurs prêts vers l'immobilier, la construction et les collectivités locales créant ainsi des bulles immobilières et industrielles similaires à celles des subprimes. La mise en place de ces dispositions ont eut pour effet d'augmenter la dette de l'Etat pour atteindre 42% du PIB selon le FMI et 55% du PIB selon le MacKinsey Global Institute. (annexe 1) Autre conséquence de ces prêts et emprunts à outrance, la dette privée privée atteint dorénavant 207,33% du PIB en majorité dû aux entreprises qui détiennent 125% de cette dernière. A la vue de l'industrie chinoise, il n'est pas étonnant de constater que cette dette est l'une des plus élevées au monde.<sup>15</sup>

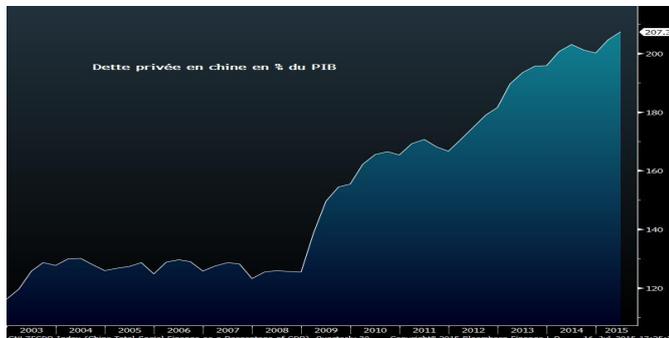


Figure 2: Dette privée en Chine en % du PIB

<sup>15</sup> <http://www.zonebourse.com/actualite-bourse/DETTE-la-prochaine-crise-de-la-dette-sera-chinoise--20708515/>

Toutefois les autorités chinoises ont partiellement réussi à résoudre la bulle immobilière en laissant des milliers de bâtiments inutilisés, or cette bulle n'en reste pas moins dangereuse pour l'économie intérieure de la Chine et par voie de conséquence l'économie mondiale.

A cette dette pharaonique s'ajoute le désert productif chez ses voisins de l'ouest principaux délocalisateurs dans le pays. En effet du côté de l'Europe, l'investissement a reculé de 15% par rapport à 2007. Ce recul a pour effet l'ajournement de projets et la remise en question de projets d'innovation. Cela atteint directement la compétitivité des prix sur les produits, c'est à dire que le prix de production ne justifie pas la qualité du produit. Du côté des Etats-Unis les multinationales au lieu d'investir préfèrent distribuer des dividendes à ses actionnaires et opérer des rachats d'actions. Cela a pour effet de conforter les actionnaires et l'opinion publique dans une période où le commerce, l'économie et la croissance mondiale vacillent. Cette dernière est même imaginée par Patrick Artus, économiste de Natixis à 1,8% d'ici quelques années.

Autre facteur important du surendettement chinois est que celui-ci dépend des Etats-Unis. Ces derniers, par leur banque centrale, la FED (Federal Reserve System) souhaitent augmenter graduellement leurs taux d'intérêts de leurs prêts qui étaient à la base des prêts à taux zéro ce qui aura un double impact. Premièrement accroître le besoin en financement des pays émergents mettant encore un peu plus la tête de la Chine sous l'eau. Deuxièmement provoquer une fuite massive des investisseurs particuliers. En effet selon les dires de Aurel BGC, prestataire de services d'investissements « le poids des investisseurs institutionnels est faible sur les marchés chinois. Selon les dernières statistiques d'un régulateur chinois, 99% des investisseurs sur la bourse chinoise sont des particuliers. Le poids des fonds étranger est très faible. »<sup>16</sup> Or ces investisseurs particuliers sont réputés comme étant très réactifs lorsque la bourse connaît un soubresaut anormal. Ces derniers, afin d'investir sur le marché obligataire ou boursier utilisent des effets de levier, c'est à dire qu'ils s'endettent afin d'augmenter la rentabilité de leurs capitaux propres. Toutefois si les bénéfices via cet endettement sont inférieurs à l'endettement lui-même, cela devient dangereux et provoque une forte perte de capitaux chez l'investisseur, l'endettant ainsi. De plus avec l'augmentation du taux d'intérêt prévu par la FED, les investisseurs à la recherche de meilleurs rendements vont fuir les marchés

---

<sup>16</sup> <http://www.boursorama.com/actualites/analyse-de-marche-pourquoi-la-bourse-chinoise-est-elle-si-volatile-aurel-bgc-37ba48db4a1315a6dd56740a20ad7a07>

des pays émergents principalement celui de la Chine. La réactivité des particuliers couplée à la possible hausse des taux d'intérêts et donc une baisse du rendement des produits financiers chinois risquent de provoquer la fuite des investisseurs vers les Etats-Unis et créer un manque réel d'investissement sur la bourse de Shanghai. Les Etats-Unis sont donc doublement gagnants s'ils augmentent les taux d'intérêt des emprunts étatiques accordés. Or par l'affectation de la bourse chinoise, des répercussions s'en feront ressentir sur tous les marchés financiers mondiaux.

## **2) Une croissance en recul et la dévaluation du Yuan**

Depuis le milieu des années 1960, début 1970 l'économie de l'Empire du Milieu est devenue de plus en plus dépendante du commerce international par le biais des délocalisations créant ainsi un secteur de l'emploi et une économie dépendants des marchés extérieurs. Il n'est donc pas étonnant qu'en fonction de la conjoncture actuelle et les différentes modifications intrinsèques que la croissance du pays connaisse une chute relativement importante.

En effet la Chine par son développement et son approche dans la zone des pays développés fait l'objet de revendications sociales connaissant ainsi des répercussions sur son économie. La première est la perte de l'avantage concurrentiel du pays sur les autres. Le soulèvement du peuple chinois depuis 2010 dont 637 révoltes pour en 2013 ou encore 53 manifestations et arrêts de travail recensés par le CLB (Chine Labour Bulletin) pour le seul mois de janvier 2014<sup>17</sup> ont eut un impact direct et bénéfique sur les salaires des travailleurs et salariés. Effectivement le gouvernement a décidé de relever le salaire le plus faible prévu par la loi et les hausses sont très importantes. En effet celles-ci se sont marquées par une augmentation de 22,8% en 2010 et 22% en 2011. Dorénavant il est plus intéressant de produire au Mexique ou au Bangladesh plutôt qu'en Chine.

---

<sup>17</sup> [http://www.lemonde.fr/economie/article/2014/02/09/la-chine-a-fait-le-choix-d-augmenter-les-salaires-au-prix-d-un-peu-de-competitivite\\_4362980\\_3234.html](http://www.lemonde.fr/economie/article/2014/02/09/la-chine-a-fait-le-choix-d-augmenter-les-salaires-au-prix-d-un-peu-de-competitivite_4362980_3234.html)

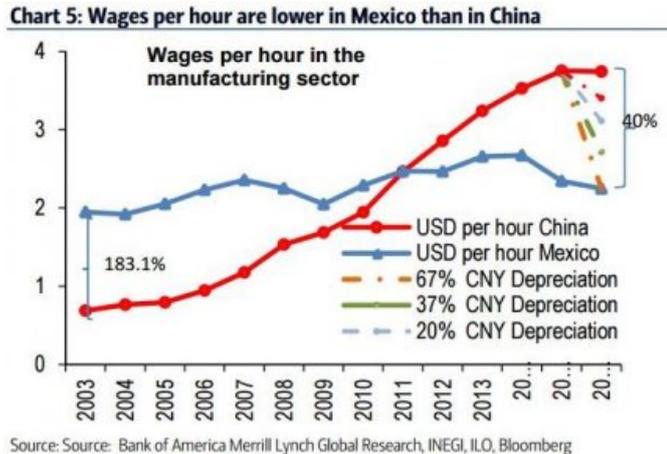


Figure 3: prix de la main d'oeuvre par heure en Chine et au Mexique

Le second élément, sans doute peu évident à distinguer mais bien présent est le coût de la pollution. En effet selon une étude de l'OCDE (Organisme de Coopération et Développement économique) le coût des décès causés par la pollution de l'air coûterait à l'Empire du Milieu près de 1400 milliards de dollars par an<sup>18</sup> (annexe 2) pour un total de 1,6 millions de morts dû à celle-ci.<sup>19</sup>

La troisième raison de cette baisse de croissance est le ralentissement de la production manufacturière. En effet selon l'indice de Markit donné par la société Markit Economics l'une des plus influentes sociétés au monde réalisant des enquêtes de conjoncture, l'indice est resté en dessous de 50, 50 étant la valeur pour laquelle l'activité manufacturière ne change pas. (Annexe 3)

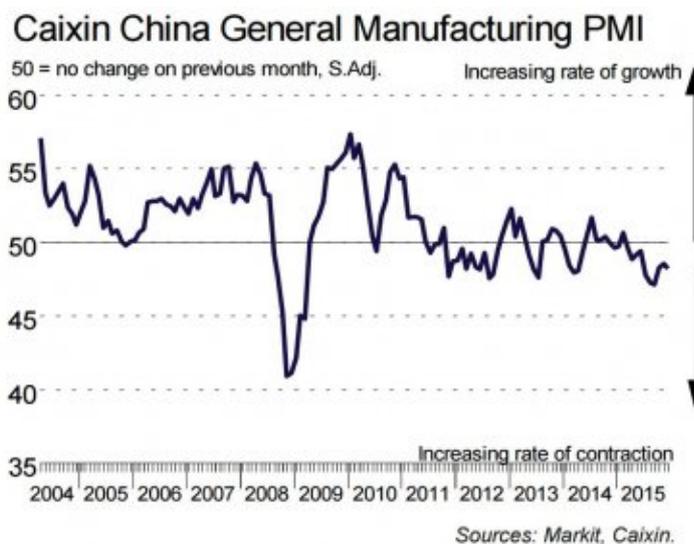


Figure 4: Indice Markit de production manufacturière en Chine

<sup>18</sup> <http://www.oecd.org/fr/env/le-cout-de-la-pollution-de-l-air-9789264220522-fr.htm>

<sup>19</sup> <http://www.latribune.fr/economie/international/chine-les-raisons-du-ralentissement-de-la-croissance-543550.html>

On observe donc sur ce graphique que suite à la crise de 2008 l'évolution se fait en dents de scie passant d'une année sur l'autre sous les 50 avec une remontée vertigineuse durant l'année 2009 dû aux plans de financement du gouvernement chinois précédemment évoqués. La baisse observée en 2015 permet donc de mettre en avant une surcapacité de production dans plusieurs secteurs d'activité.

Ces 3 facteurs importants cumulés couplés avec une baisse de la consommation mondiale provoquent donc une forte baisse de croissance en Chine et par conséquent impacte la consommation des chinois et leur pouvoir d'achat, le chômage augmentant. Selon le financier milliardaire George Soros, la situation chinoise est inquiétante pour l'économie mondiale.<sup>20</sup> Pour Nouriel Roubini, analyste financier qui avait prédit la crise de 2008 « l'atterrissage sera certainement plus chaotique que brutal. »

Afin de relancer la compétitivité manufacturière du pays, la consommation et ses exportations, l'Etat, en aout 2015 a déprécié sa monnaie, le Yuan, 3 fois. Selon l'Eyclopédia Universalis « La dévaluation consiste à modifier le taux de change officiel d'une monnaie (qui désigne le rapport d'échange entre deux devises) par rapport à une monnaie internationale de référence : or, dollar, écu, par exemple. »<sup>21</sup> En effet par plusieurs baisses de la valeur du renminbi face au dollar (taux pivot), la banque centrale chinoise (PBOC) souhaite rendre les produits du pays plus compétitifs sur le marché international ; le prix des exportations étant moins élevé en fonction de la monnaie intérieure. De plus le second effet de cette dévaluation a pour effet d'augmenter le prix des importations en fonction de la devise internationale, permettant par la même occasion de relancer la consommation des produits intérieurs et le pouvoir d'achat chinois. Même si la dévaluation du Yuan est bonne pour la relance de la consommation de la population de l'Empire du Milieu, elle n'en est pas moins nocive pour les marchés mondiaux.

### **B) Impacts du réajustement chinois sur l'économie mondiale**

Par ces divers ralentissements et reculs de l'économie chinoise et l'ajustement stratégique de sa devise, la Chine connaît une transformation profonde de son modèle économique privilégiant notamment les services. Or de par l'interdépendance de la Chine et des pays développés fervents délocalisateurs, celle-ci met ces derniers dans une situation très inconfortable en exportant sa crise.

---

<sup>20</sup> <http://www.europe1.fr/economie/le-monde-est-il-a-laube-dune-nouvelle-crise-financiere-2647129>

<sup>21</sup> Encyclopedia Universalis, Dévaluation

En effet une des conséquences de la baisse de la croissance chinoise par sa surcapacité industrielle est la baisse de la consommation de produits européens. Si l'Empire du Milieu est moins demandeur de ces produits, alors les pays qui profitaient de l'ascension et de la demande grandissante de la Chine jusqu'en 2011/2012 connaissent à présent une forte baisse de la demande et ceux-ci, par voie de conséquence doivent moins exporter et donc les entreprises nationales produisent moins. Cela est aussi dû à la dévaluation du Yuan permettant à la 2<sup>nd</sup> puissance mondiale de relancer son économie par une consommation de produits intérieurs et une limitation de celle des produits extérieurs. « Or, ces exportations ont représenté le nerf de la croissance des années 2005-2008, notamment de celles en provenance d'Allemagne. »<sup>22</sup> *Romarc Godin, La Tribune, 7 janvier 2016.* Toutefois comme le souligne Eurostat, une des directions générales de la Commission Européenne, la Chine ne représentait que 6,8% des exportations des pays de l'Union Européenne représentant seulement 1,3% du PIB de la zone euro soit 132 milliards de dollars, plaçant le pays au 3<sup>ème</sup> rang des pays importateurs de marchandises de l'Union Européenne loin derrière le Royaume-Uni (13,2%) et les Etats-Unis (12,4%). C'est donc un impact modéré sur l'Union Européenne mais qu'il est nécessaire de surveiller selon Philippe Waechter, directeur de la recherche économique chez Natixis AM.

Les pays les plus touchés par cette baisse de croissance chinoise sont principalement les pays asiatiques en voie de développement ainsi que les pays producteurs de matières premières. En effet depuis 2000 la Chine a contribué à plus de 70% de leur développement par sa demande grandissante et incessante en matières premières principales pilier de l'économie de ces pays.<sup>23</sup> Une nouvelle fois les forts investissements fait par la Chine au cours des années 2008/2009 pour relancer son industrie ont un impact direct sur le cours des matières premières les faisant chuter à leur tour par une surproduction. Ce facteur couplé à la baisse de la consommation du pays et la nouvelle politique de consommation intérieure, les exigences en matières premières extérieures à la Chine sont donc moins élevées, le tout couplé à une chute des prix. Cela impacte donc de manière significative l'économie des pays émergents. L'Asie prise dans son contexte général pourrait impacter bien plus l'Union Européenne pour atteindre 4% du PIB au lieu de 1,5% du PIB pour la Chine seule. Or la situation varie selon les Etats de l'Union Européenne, en effet

---

<sup>22</sup> <http://www.latribune.fr/economie/union-europeenne/ralentissement-chinois-quel-impact-sur-la-croissance-de-la-zone-euro-541068.html>

<sup>23</sup> <http://www.coface.fr/Actualites-Publications/Publications/L-Asie-a-l-epreuve-du-ralentissement-chinois>

l'Allemagne est l'Etat le plus touché par cette baisse, car les exportations vers la Chine représentent tout de même 2,5% de son PIB. En revanche le pays a opéré une relance de la consommation intérieure permettant ainsi de modérer les impacts de la précédente baisse évoquée.<sup>24</sup>

En revanche la Chine pourrait exporter sa crise par le biais des marchés financiers. En effet en 2015, le pays a puisé 500 milliards de dollars dans ses réserves de change. Mataf en donne la définition : « Les réserves de change sont les actifs principalement détenus en devises étrangères et en or par les Banques Centrales. Les réserves de change peuvent aussi se présenter sous la forme de bons et obligations du Trésor émis par les différents états. Les réserves de change permettent enfin aux différentes Banques Centrales d'intervenir sur le marché des changes afin de réguler les taux de leur monnaie. »<sup>25</sup> Dans le cas présent, la Chine, afin de soutenir sa monnaie, a inondé le marché du Forex de 500 milliards de dollars en devises américaine (dollar) à hauteur de 75% et européennes (euro) à hauteur de 25% environ et exporte ainsi sa crise. En effet si la quantité de devises sur le marché augmente, il y a une plus grande offre, par voie de conséquence les taux des monnaies concernées baissent et cela a 2 effets. Le premier est que la Chine pourra mieux commercer avec les Etats-Unis et l'Europe, car leurs devises seront moins élevées permettant ainsi un commerce à meilleur prix. La seconde en revanche est que ce délestage massif en réserve de change impact directement les marchés obligataires européens et américains faisant baisser les taux desdits marchés. Effectivement la valeur de la monnaie ayant diminué, les sommes nécessaires au remboursement des emprunts et crédits étatiques seront plus élevées. De plus selon Philippe Waechter « la BCE doit sans doute faire face à ces pressions » rendant plus difficile l'objectif de la Banque Centrale Européenne qui est d'opérer « un assouplissement quantitatif sur l'économie réelle ». C'est à dire que par l'achat d'obligations d'états et d'entreprises avec de l'argent créé par la Banque Centrale Européenne, celle-ci permet de modifier le taux directeur permettant ainsi aux banques d'octroyer plus de crédits aux particuliers et entreprises (sphère des biens et services) mais hors sphère financière et donc d'augmenter la masse de liquidité dans le système économique. Or si la Chine inonde déjà le marché de liquidité

---

<sup>24</sup> <http://www.robert-schuman.eu/fr/questions-d-europe/0376-l-impact-de-la-situation-economique-chinoise-sur-les-relations-europe-chine>

<sup>25</sup> [https://www.mataf.net/fr/edu/glossaire/reserves-de-change#utm\\_source=trader-finance.fr&utm\\_medium=trader-finance&utm\\_term=contenu&utm\\_campaign=redirection](https://www.mataf.net/fr/edu/glossaire/reserves-de-change#utm_source=trader-finance.fr&utm_medium=trader-finance&utm_term=contenu&utm_campaign=redirection)

sous le sceau du dollar et plus particulièrement de l'euro, la BCE devra s'adapter au gouvernement chinois.

De plus l'Empire du Milieu par sa baisse de croissance n'impacte pas seulement l'Europe et les Etats-Unis. En effet étant le plus gros importateur mondial de barils de pétrole avec 6,3 millions de baril par jour en septembre 2013 passant ainsi devant les Etats-Unis<sup>26</sup>, la baisse de la consommation des particuliers chinois touche directement le secteur du pétrole et plus particulièrement les pays de l'OPEP par une baisse de la demande asiatique. Cette baisse a donc engendré une augmentation de l'offre par rapport à la demande et est l'une des raisons de la chute du prix du baril de pétrole. En effet la hausse de la consommation chinoise en 2010 se situait à 1 million de barils par jour, or en 2015 celle-ci peine à atteindre les 0,3 million de barils par jour.

La Chine est donc un fort vecteur d'une possible crise financière et économique mondiale par la multitude de facteurs pouvant engendrer une contagion systémique mondiale.

## **II) OPEP : Une interdépendance essentielle et marquée avec le monde**

L'OPEP (Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole) a été créée à l'initiative du Venezuela en septembre 1960 afin d'endiguer la baisse du prix du pétrole décidée de manière unilatérale par les compagnies pétrolières. Celle-ci est composée de 12 pays comprenant les 5 pays fondateurs qui sont l'Arabie Saoudite, l'Iran, le Koweït, l'Iraq et le Venezuela. En 1961 s'ajoute le Qatar, puis en 1962 la Lybie, en 1967 la Fédération des Emirats Arabes Unis, en 1969 l'Algérie, en 1971 le Nigéria et enfin en 2007 l'Angola et l'Equateur. Son but actuel est de fixer le prix du baril de pétrole (158,9873 litres ce qui équivaut à 42 gallons américains et 34,9723 gallons impériaux) à l'export en coordonnant les politiques pétrolières de chaque Etats membres.<sup>27</sup> Celle-ci détient 71,9% des réserves mondiales en pétrole prouvées en 2015.<sup>28</sup> (annexe 4) L'organisation fut la responsable des 2 chocs pétroliers de 1973 et 1979.

Depuis mi 2014 le Brent dont le cours est fixé à Londres (« pétrole issu d'un mélange de la production de 19 champs pétrole situés en mer du nord »<sup>29</sup> Insee) ne cesse de perdre de

---

<sup>26</sup> [http://www.lemonde.fr/economie/article/2013/10/09/la-chine-premier-importateur-de-petrole-du-monde\\_3492730\\_3234.html](http://www.lemonde.fr/economie/article/2013/10/09/la-chine-premier-importateur-de-petrole-du-monde_3492730_3234.html)

<sup>27</sup> Encyclopédie Larousse, OPEP

<sup>28</sup> <http://www.planete-energies.com/fr/medias/chiffres/reserves-mondiales-de-petrole>

<sup>29</sup> <http://www.insee.fr/fr/methodes/default.asp?page=definitions/brent.htm>

la valeur tombant même sous le seuil des 30 dollars en janvier 2016 pour atteindre une valeur minimale le 20 janvier 2016 de 27,78 dollars.



Figure 5: Cours du Brent du 30/04/15 au 30/04/16<sup>30</sup>

Cette chute astronomique du cours du Brent est due à plusieurs causes à la fois liées et indépendantes (A), mais a aussi certaines conséquences plus ou moins modérées (B).

### **A) Des causes à la fois liées et indépendantes**

Les changements économiques et géopolitiques sont les principaux responsables de la chute du prix du baril de Brent. En effet comme précédemment évoqué le ralentissement de la consommation et donc de la demande globale chinoise a fait que l'offre en pétrole était nettement supérieure à la demande. Toutefois deux autres facteurs sont à prendre en compte. Le premier est le retour de l'Iran dans l'exportation de pétrole qui inquiète les marchés (1) et le second est le retour des Etats-Unis calculé dans l'exportation de pétrole (2).

#### **1) Iran : Un retour sur le marché pétrolier inquiétant**

Depuis 2003, de multiples sanctions ont été prises contre l'Etat iranien dû à son enrichissement en uranium. En effet le pays souhaitait pouvoir enrichir son uranium à des

<sup>30</sup>

<http://www.boursorama.com/bourse/cours/graphiques/historique.phtml?symbole=8xBRN>

fins militaires depuis 2002 par la dissimulation de la construction de sites d'enrichissement en uranium. Pour cela l'Iran devait enrichir son uranium à hauteur de 90% ce qui est strictement interdit par le Traité de Non-Prolifération Nucléaire (TNP) de 1968 autorisant seulement quelques Etats à posséder l'arme nucléaire. Or dû à de multiples provocations, le pays a subi un grand nombre de sanctions économiques par l'AIEA (Agence Internationale de l'Energie Atomique), telles que le gel de ses avoirs à l'étranger ou l'interdiction d'exporter son pétrole.

Or le 14 juillet 2015 est signé l'accord sur le nucléaire entre l'Iran et la France, la Chine, la Russie, l'Allemagne, le Royaume-Uni et les Etats-Unis permettant ainsi la levée progressive des sanctions envers de ce premier. Le 16 janvier 2016, les chefs de la diplomatie de l'Union Européenne et Iranienne ont annoncé : « Nous sommes parvenus au jour d'entrée en vigueur. L'Iran ayant rempli ses engagements, aujourd'hui, les sanctions économiques et financières multilatérales et nationales liées au programme nucléaire iranien sont levées. »<sup>31</sup> Cela signifie donc que l'Iran peut désormais de nouveau exporter son pétrole et participer aux échanges internationaux ouvrant ainsi le pays à l'économie mondiale. De plus la fin de cet embargo devrait bénéficier à l'Iran par la progression de son PIB en 2017 de 4,2% selon les économistes d'Euler Hermès, mais aussi profiter fortement aux entreprises européennes. En effet les spécialistes de l'assurance crédit estiment qu'en 2017 les exportations et importations iraniennes feraient un bond compris entre 11% et 13%. Au premier regard cette levée de sanctions n'aurait donc que des effets bénéfiques sur l'économie mondiale.

Mais c'est sans compter le pétrole et les divers changements internationaux.

En effet sur un marché déjà excédentaire dû à la faible demande chinoise, l'Iran par cette autorisation d'exporter de l'or noir, va inonder le marché avec près d'un million de barils supplémentaires par jour réduisant le prix du baril de 10 dollars en 2016 prévoyait la Banque Mondiale.<sup>32</sup> Et c'est ce qu'il s'est passé, en effet par le retour de l'Iran sur le marché, le prix du baril a chuté au plus bas le 20 janvier 2016 passant sous la barre des 30 dollars, l'offre étant encore plus élevée face à une demande en baisse.

Mais l'Iran et la Chine ne sont pas les seuls responsables de cette chute du prix du baril.

---

<sup>31</sup> <http://www.lefigaro.fr/international/2016/01/16/01003-20160116ARTFIG00191-les-sanctions-contre-l-iran-vont-etre-levees.php>

<sup>32</sup> <http://www.lesechos.fr/idees-debats/cercle/cercle-137343-baril-de-petrole-toujours-en-chute-causes-et-consequences-1147342.php>

## 2) Etats-Unis : Un retour calculé

En 1973, les Etats-Unis étaient en effet sous la coupe d'un embargo des pays de l'OPEP créant ainsi le premier choc pétrolier. Les pays arabes majoritaires dans l'organisation précédemment évoquée avaient décidé d'arrêter leur exportation de pétrole vers le nouveau continent, car l'Amérique avait pris le parti d'Israël durant la guerre du Kippour. Les Etats-Unis, afin de palier à cette dépendance énergétique extérieure a, en 1975, décrété un embargo sur ses exportations. Dans les années 2000, la première puissance mondiale découvre une nouvelle technique d'extraction du pétrole et gaz de schiste, la fracturation lui permettant de doubler sa production pour atteindre 9 millions de barils par jour. Toutefois cela fait augmenter les stocks américains de pétrole faisant chuter le WTI (West Texas Intermediate) dont le cours est fixé au NYMEX (New York Mercantile Exchange) par rapport au cours du Brent. (Ce pétrole est puisé en Amérique du Nord contrairement au Brent qui lui est puisé en Mer du Nord. De plus le WTI ne concerne quasiment que le marché américain tandis que le Brent, lui concerne les 2/3 des échanges mondiaux.)<sup>33</sup>



Figure 6: Cours du Brent et du WTI de 2005 à 2015 Graphique: Bloomberg

Or, le 18 décembre 2015, la Chambre des Représentants a voté, la levée des interdictions à l'exportation de pétrole américain sous la pression des lobbies pétroliers, lobbying dirigé par Harold Hamm, patron de Continental Ressources.

<sup>33</sup> <http://www.rfi.fr/hebdo/20160101-etats-unis-vont-pouvoir-exporter-leur-petrole>

<sup>34</sup> <http://www.zerohedge.com/news/2015-01-13/wti-crude-higher-brent-crude-first-time-july-2013>

Sur le court terme cela n'a aucun impact sur le prix du baril de pétrole déjà au plus bas. Or par cette stratégie, les Etats-Unis défient les pays de l'OPEP et la Russie les forçant à maintenir les valves d'extraction pétrolières ouvertes au maximum causant ainsi une forte augmentation des stocks et faisant baisser encore un peu plus le prix de l'or noir. Cela met aussi certaines compagnies pétrolières dans l'embarras, car celle-ci, face à la baisse de leur marge perdent de l'argent en extrayant du pétrole. Cela serait une aubaine pour les Etats-Unis, en effet le pays aurait l'occasion d'acquérir certains gisements pétroliers stratégiques lui permettant ainsi de produire encore plus.

De plus le dollar fort n'arrange en rien les cours du pétrole, car mécaniquement il fait diminuer le prix du baril. Le principal but des Etats-Unis étant sans doute que le cours du WTI dépasse celui du Brent le rendant ainsi plus attractif.

Toutefois plusieurs hypothèses apparaissent sur l'objectif réel des américains à ce que le prix du pétrole reste bas. Xavier Passet, directeur des synthèses économiques chez Xerfi émet l'hypothèse que les Etats-Unis préfèrent saper les cours du pétrole afin d'opérer une meilleure transition énergétique et de rabattre les investissements vers les énergies non conventionnelles et ainsi augmenter et améliorer la recherche et développement afin de posséder un leadership dans le milieu des énergies renouvelables. En effet le 12 novembre 2014 Pékin et Washington ont conclu un accord inédit, le but étant de réduire les émissions de gaz à effet de serre. Les Etats-Unis souhaitent effectivement réduire leurs émissions d'ici 2025 de 26 à 28% par rapport à 2005.<sup>35</sup> Afin d'atteindre cet objectif il est donc fortement nécessaire que le pays développe les énergies nouvelles.<sup>36</sup> De plus les Etats-Unis n'ont jamais dépendu des revenus sur l'exportation du pétrole, ils n'ont donc rien à perdre à faire chuter le marché du Brent et du WTI.

En revanche l'AIE (Agence Internationale de l'Energie) dans son rapport du 19 janvier 2016 mentionne le fait que les Etats-Unis devraient pomper environ 600000 barils en moins. En effet même dans le Dakota où le prix de l'extraction du baril est le plus faible (40 dollars), le pétrole n'est plus rentable. Le pays même s'il est l'un des premiers producteurs d'or noir n'a pas le leadership sur le marché face à certains pays de l'OPEP tel que l'Arabie Saoudite, plus gros producteur mondial.

---

<sup>35</sup> [http://www.lemonde.fr/planete/article/2014/11/12/chine-et-etats-unis-concluent-un-accord-inedit-sur-le-climat\\_4522109\\_3244.html](http://www.lemonde.fr/planete/article/2014/11/12/chine-et-etats-unis-concluent-un-accord-inedit-sur-le-climat_4522109_3244.html)

<sup>36</sup> <http://www.latribune.fr/opinions/tribunes/pourquoi-les-etats-unis-font-chuter-deliberement-le-prix-du-petrole-549821.html>

## **B) De possibles conséquences désastreuses**

La baisse de la demande chinoise, le retour de l'Iran et des Etats-Unis sur le marché de l'exportation pétrolière ont une forte incidence sur les principaux pays producteurs de pétrole et en particulier l'OPEP (1), mais également les principales entreprises pétrolières. Toutefois celles-ci ont dû prévoir et s'adapter (2) à cette nouvelle configuration.

### **1) Une forte incidence sur l'OPEP**

Cela semble atteindre fortement tous les pays de l'OPEP, tous sauf un qui résiste autant qu'il le peut face à la pression américaine et iranienne. L'Arabie Saoudite adopte une stratégie très agressive en laissant leurs vannes ouvertes au maximum et ce, coûte que coûte afin de ne pas perdre de parts de marché. En effet, le pétrole du pays est rentable même avec un baril à 20 dollars. Ils connaissent certes une baisse très importante sur leurs bénéfices leur faisant connaître un déficit budgétaire de 89 milliards de dollars, néanmoins même si le baril venait à passer sous la barre des 20 dollars, l'Arabie Saoudite possède des réserves avoisinant les 650 milliards de dollars, leur permettant ainsi de mieux faire face à cette crise que ses autres collaborateurs au sein de l'OPEP. Effectivement cette politique de pression sur le marché pétrolier affaiblit les autres pays tels que le Venezuela, l'Algérie ou le Nigéria, tous membres de l'organisation précédemment évoquée. En effet l'Algérie par exemple a une économie qui repose à 70% sur les revenus des exportations des barils ou encore le Venezuela dont environ 90% de l'économie repose sur des mêmes exportations. De plus même si l'Arabie Saoudite peut faire des bénéfices à 20 dollars le baril laissant supposer que le coût de l'extraction de l'or noir est inférieur à ces 20 dollars, en revanche pour ces pays en difficulté un baril n'est rentable qu'à partir de 80 ou 120 dollars le baril. Il est donc facile d'imaginer la perte colossale que ces pays font chaque jour quand le baril était proche des 30 dollars.<sup>37</sup>

---

<sup>37</sup> <http://www.challenges.fr/challenges-soir/20160119.CHA4090/chute-du-prix-du-petrole-pourquoi-l-opec-peut-exploser.html>

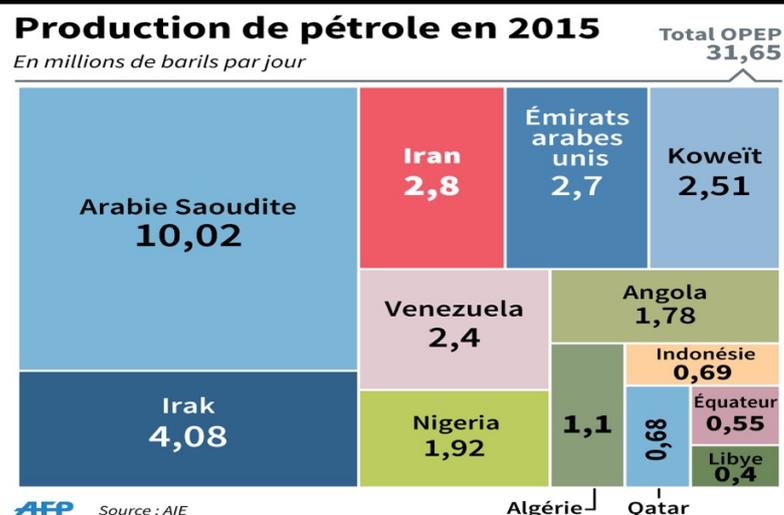


Figure 7: Production de pétrole en 2015

Toutefois cet égoïsme vis à vis de ses alliés risque de jouer des tours à l'Arabie Saoudite et aux Pays du Golfe. En effet cela pourrait entraîner une scission au sein de l'OPEP même, éventuellement, une sortie de certains des pays en difficulté. Or par sa position dominante affirmée l'Arabie Saoudite peut d'une certaine manière faire la pluie et le beau temps l'organisation maîtrisant ainsi les entrées et sorties au sein de l'organisation. Toutefois, selon le FMI, le déficit cumulé du Bahreïn, des Emirats Arabes Unis, de l'Arabie Saoudite, du Koweït, d'Oman et du Qatar s'élève à 180 milliards de dollars. Les économies de ces pays parmi les plus riches pourraient s'épuiser en seulement 5 ans si cela continue.

On peut également citer la Russie, premier extracteur mondial de pétrole en 2013 avec 13,17% des parts de marché, pays hors OPEP mais qui subit énormément les sanctions européennes. En effet en 2015, le pays a connu une forte récession de 3,9% dû à l'embargo contre le pétrole et le gaz dont l'économie russe est très dépendante et cela ne va pas aller en s'arrangeant.<sup>38</sup>

Selon Julien Marcilly, chef économique de la Coface ce serait au total 12 pays qui resteraient ou entreraient en récession en 2016 dont la majorité sont des Etats exportateurs de pétrole qui ont violemment subis cette crise pétrolière, car leur économie dépend principalement de cette exportation.<sup>39</sup>

<sup>38</sup> <http://www.latribune.fr/opinions/tribunes/petrole-les-tres-grandes-manoeuvres-russes-550494.html>

<sup>39</sup> <http://www.capital.fr/bourse/interviews/12-pays-seront-en-recession-en-2016-dont-la-russie-le-bresil-et-l-argentine-1107305#>

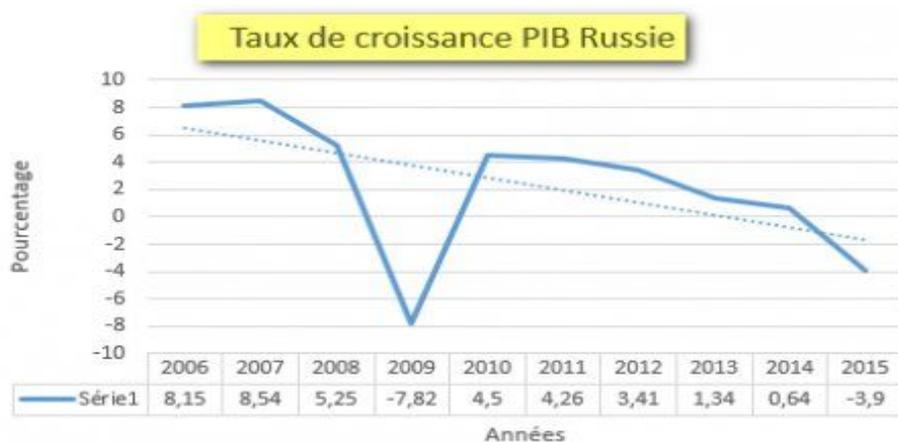


Figure 8: Source: Banque Mondiale

Or les pays émergents et plus particulièrement l'OPEP ne seront pas les seuls pays touchés par cette crise pétrolière.

## 2) Une adaptation des compagnies pétrolières

Cela à tout d'abord affecté l'Europe. Effectivement même si au premier abord cette baisse des prix du pétrole était bonne et bénéfique pour les pays européens, en y regardant d'un peu plus près cette diminution de la valeur du baril peut impacter négativement le Vieux Continent. En effet, cela touche en particulier les exportations des pays européens vers les pays de l'OPEP qui représentent 6% des exportations de la zone euro et ce chiffre pourrait être sérieusement revu à la baisse.<sup>40</sup>

Egalement cette baisse impacte les entreprises de première ligne, que sont les sociétés pétrolières, mais également celles de seconde ligne, que sont les sociétés parapétrolières. En effet ces multinationales devront revoir fortement à la baisse leurs investissements dans tous les secteurs. L'exemple de Total permet d'illustrer au mieux ce réajustement et d'en comprendre les conséquences sociétales.

Tout d'abord Feu de Margerie avait prévu cette baisse en réduisant l'exploration-production. Toutefois son successeur doit faire face à une crise pétrolière plus importante que les prévisions faites par le précédent PDG. En effet la baisse du cours du baril impacte directement les marges de la compagnie. Dans un premier temps Monsieur Pouyanné (nouveau PDG de Total) affirme que « l'emploi ne peut pas être une variable

<sup>40</sup> <http://www.la-croix.com/Economie/Avantages-et-inconvenients-de-la-baisse-du-prix-du-petrole-2015-12-20-1395330>

d'ajustement », car ses employés lui seront indispensables lors de la remontée des prix du baril. Néanmoins celui-ci devra opérer la suppression de 2000 postes sur 96000.

De plus par cette réduction de l'activité de la compagnie, cela impacte directement les compagnies parapétrolières fournissant des services en tout genre à celle-ci, ce qui implique également des suppressions d'emplois dans ce secteur.<sup>41</sup>

Or les compagnies à travers le monde continuent à verser des dividendes conséquents à leurs actionnaires afin de conserver leur confiance et que ceux-ci ne révisent par leurs positions boursières. Comme exemple significatif, Exxon Mobil a versé un dividende de 12,2 milliards de dollars à ses actionnaires. Ces versements exorbitants dans ce contexte ont pour but de palier à la chute importante des cours boursier des compagnies pétrolières. En effet, même si certains ont réussi à limiter cette chute, d'autres connaissent une chute fulgurante perdant jusqu'à quasiment un quart de la valeur de leurs actions. Pour exemple BP, au cours des mois d'avril à aout a vu son action chuter de 22%. Toutefois cela ne suffit pas pour conserver tous les actionnaires. « Plus grave, nombreux sont aujourd'hui les analystes qui recommandent d'alléger les positions prises sur les compagnies pétrolières. »<sup>42</sup> *Les Echos, Isabelle Chabou, 24 aout 2015* Cela aurait pour conséquence de remettre sur le marché un grand nombre d'actions dont peu d'investisseurs seront preneurs faisant ainsi perdre de la valeur à celles-ci.

La chute du prix du pétrole impact donc fortement l'économie à travers le monde fragilisant les compagnies pétrolières et parapétrolières et transformant les pays les plus fragiles en possibles détonateurs d'une nouvelle crise économique mondiale. Toutefois la crise possible pourrait venir des pays plus stables et solides.

### **III) Europe et Etats-Unis : des acteurs non négligeables à l'impulsion d'une probable prochaine crise**

Comme vu dans les 2 parties précédentes les pays en actuelle difficulté impactent l'Europe et les Etats-Unis. Toutefois il est nécessaire de prendre en compte la situation interne de ces 2 derniers. En effet les Etats-Unis connaissent une conjoncture financière inquiétante (A). L'Union Européenne quant à elle connaît également des tourments interétatiques pouvant affaiblir fortement son économie (B).

---

<sup>41</sup> [http://www.lemonde.fr/entreprises/article/2016/01/19/la-baisse-du-prix-du-petrole-aura-un-impact-sur-les-resultats-de-total-previent-son-p-dg\\_4849682\\_1656994.html](http://www.lemonde.fr/entreprises/article/2016/01/19/la-baisse-du-prix-du-petrole-aura-un-impact-sur-les-resultats-de-total-previent-son-p-dg_4849682_1656994.html)

<sup>42</sup> <http://www.lesechos.fr/idees-debats/cercle/cercle-137343-baril-de-petrole-toujours-en-chute-causes-et-consequences-1147342.php>

### **A) Etats-Unis : Une conjoncture financière inquiétante**

Malgré les apparences les Etats-Unis ne sont pas en si bonne posture que cela. En effet le pays connaît un très lourd déficit sur ses comptes courants. Les Etats-Unis totalisent en 2015, 484,1 milliards de déficits représentant au total 2,7% du PIB américain. « Le déficit courant mesure les flux des biens, services et investissements vers et en dehors du pays. »<sup>43</sup> Ce déficit est principalement dû à la mauvaise posture chinoise qui par le remaniement consistant à pousser la population chinoise à consommer les produits intérieurs plutôt que ceux venant de l'exportation, fait diminuer les exportations mondiales. En effet les exportations américaines vers la Chine ont diminué de 16% en mars 2016 alors qu'elles représentaient en 2012 près de 110 milliards de dollars.<sup>44</sup>

La dette publique selon le FMI devrait atteindre dans l'Etat 107% du PIB.<sup>45</sup> Cela est principalement dû au plan de sauvetage bancaire qui a fait suite à la crise de 2008. En effet en reprenant une partie de la dette privée sous le joug de la dette publique, cela a permis aux banques d'octroyer plus de crédits aux particuliers. Or cette technique permet de mettre une certaine pression sur les autres Etats. Effectivement tous les pays détiennent une partie de la dette américaine en dollars, cela permet donc aux Etats-Unis de garder un contrôle constant sur le dollar. Parier contre le dollar reviendrait à parier contre soi-même. Toutefois cette augmentation de la dette publique a une double conséquence. La première est que le secteur privé va réduire son investissement et la seconde l'augmentation des taux d'intérêt sur cette dette, car il y a une plus grande offre sur le marché.<sup>46</sup> En effet si l'offre augmente par rapport à la demande le prix de l'obligation va diminuer rendant ainsi celle-ci moins intéressante pour le gouvernement américain.

Le second facteur de danger est la chute de plusieurs fonds spéculatifs et hedge funds. Ce qui est inquiétant est que la chute de ces fonds est fortement semblable à celle de Bear Sterns. En effet suite à des demandes soudaines et massives de retrait de fonds, les fonds spéculatifs comme Third Avenue ou Stone Lion ont fait faillite, car ils n'ont pas pu

---

<sup>43</sup> <http://investir.lesechos.fr/traders/forex-infos/usa-deficit-courant-en-baisse-au-quatrieme-trimestre-1537416.php>

<sup>44</sup> <http://www.latribune.fr/economie/international/chine-les-exportations-degringolent-de-25-555831.html>

<sup>45</sup> [http://www.challenges.fr/economie/conjoncture/20160413.CHA7789/dette-le-fmi-tire-la-sonnette-d-alarme.html?utm\\_content=buffer49b1f&utm\\_medium=social&utm\\_source=facebook.com&utm\\_campaign=buffer](http://www.challenges.fr/economie/conjoncture/20160413.CHA7789/dette-le-fmi-tire-la-sonnette-d-alarme.html?utm_content=buffer49b1f&utm_medium=social&utm_source=facebook.com&utm_campaign=buffer)

<sup>46</sup> <http://cib.natixis.com/flushdoc.aspx?id=42603>

assumer entièrement ces retraits trop conséquents pour leur trésorerie le tout couplé avec de mauvais investissements et une utilisation de leviers trop importante. Ce retrait massif est dû au dégonflement de la bulle des actifs. Effectivement ce dernier engendre une baisse de rentabilité sur les actifs les plus risqués d'où le retrait en premier des investisseurs possédant de tels produits, puis cela se diffuse vers les actifs moins risqués. Le retrait des premiers investisseurs créé également un problème de confiance des investisseurs en aval, car les fonds d'investissement essayent de pricer (remettre au prix réel, en général plus bas) les actifs à leur juste valeur, créant ainsi un effet domino sur les retraits. Même si le taux de mortalité des fonds d'investissement est très élevé et qu'il n'est pas étonnant que ceux-ci aient fait faillite, ce qui inquiète le plus c'est le contexte dans lequel cela s'est passé, similaire à 2008. Ces similarités s'expliquent par l'éclatement de bulles par le grand nombre de liquidité dans le système, mais également par le déséquilibre mondial dû aux impacts qu'a la Chine sur elle-même mais aussi sur le monde entier comme précédemment évoqué.

Le troisième facteur est la hauteur de l'endettement étudiant et ses conditions. Selon la FED et le ministère de l'éducation, la dette étudiant flirte avec les 1200 milliards de dollars en encours. Ce qui signifie, que près de 7 millions de personnes ont cessé de rembourser leur prêt depuis au moins un an. « L'augmentation des encours de prêts étudiants a effacé tout le bénéfice du processus de désendettement depuis cinq ans " selon les analystes de Morningstar. En effet le gouvernement américain a tenté de faire diminuer l'encours pour d'autres types de prêt tel que le prêt hypothécaire.<sup>47</sup>

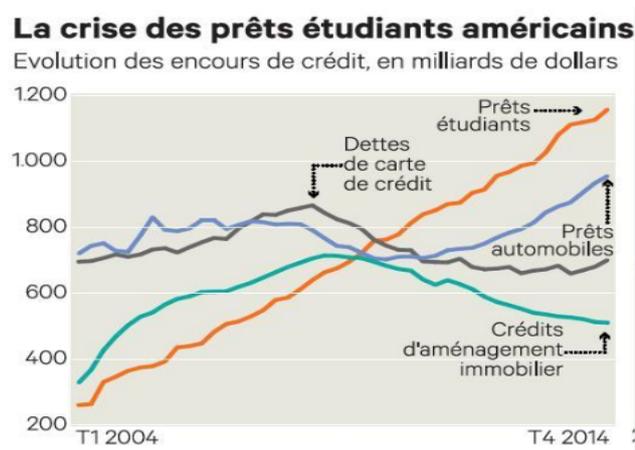


Figure 9: Evolution des encours de crédit étudiants aux Etats-Unis

Source : Ninon Renaud, Chef du service Finance à Les Echos

<sup>47</sup> [http://www.lesechos.fr/27/08/2015/lesechos.fr/021286496273\\_prets-etudiants-americains---les-defauts-se-multiplient.htm](http://www.lesechos.fr/27/08/2015/lesechos.fr/021286496273_prets-etudiants-americains---les-defauts-se-multiplient.htm)

De plus la majorité de ces prêts dont les taux fixes sont établis par le Congrès, sont octroyés par l'Etat fédéral permettant aux étudiants non solvables de pouvoir emprunter, augmentant ainsi le nombre d'emprunteurs d'année en année. Or dans le même temps, le nombre d'étudiants ne finissant pas leur cursus augmente aussi. Le fait que le nombre d'étudiants augmentent significativement fait augmenter le prix des inscriptions dans les universités américaines. En ne se basant pas sur l'augmentation des frais de scolarité, le revenu des parents, des étudiants ou même des revenus à venir de l'étudiant, le tout couplé à une détérioration du marché du travail et une pâle augmentation des revenus des familles, le nombre d'encours risque d'encore augmenter considérablement.<sup>48</sup> Cela impacte également le pouvoir d'achat des étudiants et futurs salariés qu'ils seront. En effet il a été observé qu'un diplômé d'un Bachelor a vu entre 2007 et 2012 son pouvoir d'achat diminué de 3,9% tandis que celui de toutes les autres catégories socio-professionnelles confondues avait augmenté de 3,6%. Mais cela touche également leur possibilité d'accéder à un prêt automobile ou un prêt immobilier. Et c'est à ce moment qu'il est possible de constater la perversion de ce système. En effet comme précédemment évoqué les étudiants ayant eu recours à un crédit pour étudier se voit englué dans un système de non consommation et sans aucun débouché. Egalement, le cas de faillite personnelle n'est pas applicable à ce type de crédit, le gouvernement américain, s'il n'est pas remboursé, a donc la possibilité d'opérer des saisies sur les salaires, les retraites ou encore les allocations. De ce fait 4,4% de l'encours est représenté par des personnes étant âgées de 60 ou plus. La FED estime à 43 milliards le montant de cet encours. A la manière d'un cercle vicieux, le nombre de non remboursements augmentant et le pouvoir d'achats des étudiants, des personnes dans la vie active après avoir fait des études et des parents de la classe moyenne ayant pris à leur charge le prêt étudiant de leurs enfants diminuant, il y a fort à parier que les Etats-Unis connaîtront un effondrement de la classe moyenne et ainsi une augmentation des encours et une baisse du pouvoir d'achat, impactant directement l'économie américaine.<sup>49</sup> D'autant que certains de ces prêts sont titrisés. Selon la SIFMA (Securities Industry and Financial Markets Association), au premier trimestre 2014, 17,8% des emprunts étudiants sont titrisés soit 225 milliards de dollars.

---

<sup>48</sup> [https://www.banque-france.fr/fileadmin/user\\_upload/banque\\_de\\_france/publications/BDF197-4\\_dette.pdf](https://www.banque-france.fr/fileadmin/user_upload/banque_de_france/publications/BDF197-4_dette.pdf)

<sup>49</sup> [http://www.lemonde.fr/economie/article/2015/04/27/aux-etats-unis-le-piege-des-prets-etudiants\\_4623361\\_3234.html](http://www.lemonde.fr/economie/article/2015/04/27/aux-etats-unis-le-piege-des-prets-etudiants_4623361_3234.html)

Enfin le quatrième et dernier facteur est le rejet du plan de simulation de faillite de 5 grandes banques américaines, la JP Morgan Chase, Wells Fargo Banc of America, Bank of New York Mellon et State Street par la FED et la FDIC (Federal Deposit Insurance Coporation) dû à une non conformité à certaines attentes. Le but de ce test est d'observer comment les grandes banques ferait face à un effondrement financier sans l'aide de l'Etat. Goldman Sachs et Morgan Stanley, elles aussi ont certaines choses à revoir. Seule Citigroup à passer le teste avec brio.<sup>50</sup> Sur toutes les grandes banques américaines seulement une peut potentiellement faire face à une nouvelle crise sans l'aide de l'Etat américain. Ce dernier facteur avec les 3 autres précédents est donc inquiétant. En effet couplé à la forte augmentation de la dette publique, la similarité de la chute de certains hedge funds avec 2008 et l'augmentation de l'encours de la dette étudiante et tout ce qu'elle implique, si l'un de ces facteurs venait à faire défaut les Etats-Unis connaîtraient une crise financière interne dans un premier temps mettant à rude épreuve ses banques. Or l'Etat croulant déjà sous les rachats de dette privées suite à 2008 ne pourrait pas assumer entièrement un nouveau rachat de ces dettes et si les banques ne peuvent se sauver elles-mêmes, celles-ci feront faillites transformant une crise financière en crise économique mondiale.

### **B) Union Européenne : Des tourments interétatiques pouvant être source d'affaiblissement de son économie**

Même si elle semble être un des facteurs les moins fort d'une possible crise, l'Union Européenne reste toutefois une place qui pourrait donner une impulsion à celle-ci.

Tout d'abord à la vue des taux d'intérêts auxquels empruntent la France et l'Allemagne sur les marchés. En effet le 1<sup>er</sup> juin 2015, ces 2 pays ont emprunté à des taux d'intérêts négatifs allant jusqu'à -1% pour les échéances de 3 ans. Ces taux sont appliqués par la BCE (Banque Centrale Européenne) pour les Etats de l'Union Européenne afin que ceux-ci puissent relancer leur économie en prêtant eux-mêmes aux banques afin qu'elles augmentent le nombre de crédits qu'elles peuvent accorder aux particuliers. Or pour pouvoir accorder de tels crédits, la BCE doit racheter des actifs étatiques et inonder le

---

<sup>50</sup> [http://www.challenges.fr/finance-et-marche/20160413.CHA7763/etats-unis-les-regulateurs-rejettent-les-plans-de-simulation-de-faillite-de-grandes-banques-banques-dont-jpmorgan-et-bank-of-america.html?utm\\_content=bufferdc264&utm\\_medium=social&utm\\_source=facebook.com&utm\\_campaign=buffer](http://www.challenges.fr/finance-et-marche/20160413.CHA7763/etats-unis-les-regulateurs-rejettent-les-plans-de-simulation-de-faillite-de-grandes-banques-banques-dont-jpmorgan-et-bank-of-america.html?utm_content=bufferdc264&utm_medium=social&utm_source=facebook.com&utm_campaign=buffer)

marché de liquidités. De ce fait la valeur de l'euro diminue par rapport aux autres devises. Par cette diminution, les Etats de l'Union Européenne peuvent donc mieux exporter, car moins chers, en revanche l'importation coûte plus chère, car l'euro a perdu de la valeur face à la devise du pays exportateur. La 2<sup>ème</sup> conséquence est que les compagnies d'assurance qui avaient acheté des obligations étatiques françaises et allemandes se retrouvent dans une situation risquée. En effet par les nouveaux crédits contractés par ces 2 pays, l'offre obligataire sur des crédits d'Etat a fortement augmenté avec un suivi de la demande, les obligations auront donc tendance à être dévaluées faisant ainsi perdre de l'argent aux assurances ayant misé sur ce type d'actifs. Egalement par la volonté des pays tels que la Grèce, l'Italie et le Portugal de restructurer les dettes publiques, l'investissement est périlleux. La conséquence d'une telle ambition est que les investisseurs par l'instabilité financière de ces pays et la valeur-refuge que les dettes françaises et allemandes représentent se sont massivement retirés des marchés des pays du sud et ont donc investis dans ces deux derniers, mettant encore un peu plus à mal l'économie de ces trois pays. Or « plus les investisseurs sont nombreux à acquérir des obligations françaises et allemandes, plus les taux d'intérêt continueront à baisser. » *Le Bilan, Benoit Delrue, 2 juin 2015* Cela impacte directement les assurances comme Axa ou Allianz qui garantissent des taux de rémunération élevés aux personnes contractant divers placements se retrouvant ainsi dans une certaine difficulté de ce fait. En effet plus le nombre d'investisseurs est élevé, plus le taux de l'obligation chute. Ces assurances en faisant fructifier leurs investissements via le marché obligataire étatique afin d'accorder des taux de rémunération élevés se retrouvent de plus en plus perdantes, car un écart se creuse entre les 2 précédents facteurs.<sup>51</sup> A cela s'ajoute le test de résistance réalisé par l'Autorité Européenne des Assurances et des Pensions Professionnelles dont les constatations sont sans équivoques. L'autorité a constaté que 24% des assurances ne pourront pas tenir leurs engagements de solvabilité si les taux continuent à rester négatifs. Cela signifierait donc une faillite de ces assureurs à l'image de Lehman Brothers en 2008. A cette fragilisation du secteur de l'assurance, s'ajoute le secteur bancaire qui est aussi concerné par ce que subissent les assurances, car celles-ci se sont diversifiées dans ce sens. Mais les banques européennes sont aussi touchées d'une autre façon. En effet le PNB (Produit Net Bancaire) qui équivaut au chiffre d'affaires repose à hauteur de 60% à

---

<sup>51</sup> <http://lebilan.fr/2015/06/02/selon-le-fmi-la-plus-grosse-bulle-financiere-de-lhistoire-va-bientot-exploser/>

65% sur ce type de placement, ce qui, par la stratégie de la BCE, affecte ces revenus. Les banques placent effectivement une forte part des dépôts de leurs clients sur les marchés, or cela de par la configuration actuelle précédemment évoquée, ces placements sont de moins en moins avantageux. Donc pour celles-ci, le dépôt d'un client et son placement sur les marchés leur coûte de l'argent.<sup>52</sup> Ces établissements vont devoir aussi faire face à la chute connue par le secteur pétrolier. En effet le risque de défaillances par la baisse du chiffre d'affaire des compagnies pétrolières est estimé par les analystes d'Axiom Alternative Investments, spécialiste des institutions financières, à 33 milliards de dollars. Dernièrement les banques doivent faire face à l'émergence d'une nouvelle concurrence, le crowdfunding qui commence à se structurer de manière efficace et prendre une ampleur considérable. En effet il est nécessaire de prendre en compte un facteur sociétal important qui est que les personnes font de moins en moins confiance aux banques sans doute dû à la crise de 2008, mais également une évolution des mœurs par le développement de la notion d'entraide et préfèrent donc se diriger vers les plateformes de crowdfunding. Par la réglementation du 1<sup>er</sup> octobre 2014, le législateur a permis d'endiguer le monopole bancaire sur le financement.<sup>53</sup> Selon le cabinet McKinsey, d'ici 2025 ce nouveau type de financement pourrait faire diminuer de 20% à 60% les bénéfices de certains métiers bancaires. Les banques européennes sont donc soumises à de multiples pressions tant sur le plan du financement que sur le plan de la concurrence.

## **Partie 2 : Les maux des organismes de financement internes aux Etats**

Suite à la crise de 2008 et les conséquences que celles-ci a eut sur les Etats mais également et surtout sur les organismes financiers, des mesures importantes ont été prises afin d'éviter une nouvelle crise ou de palier aux effets dévastateurs d'un potentiel krach qui viendrait déstabiliser l'économie mondiale. En effet la dernière crise économique mondiale connue a été causée par une mauvaise régulation des organismes de financement américains. Pour cela les banques centrales et organismes de régulation mondiaux ont pris des mesures de sauvetage de l'économie qui ont des conséquences sur les conditions actuelles (I). Or ces mêmes mesures ont des effets inverses occasionnant des dérives au sein des organismes financiers. (II)

---

<sup>52</sup> <http://www.latribune.fr/entreprises-finance/banques-finance/banque/les-banques-europeennes-face-au-defi-de-la-rentabilite-554770.html>

<sup>53</sup> <http://www.latribune.fr/entreprises-finance/banques-finance/fintech-banques-geants-du-web-qui-seront-les-champions-bancaires-de-demain-459878.html>

## **I) Banques centrales et organismes de régulation mondiaux : des mesures de sauvetage ayant des conséquences sur l'économie actuelle**

Suite à la crise mondiale de 2008, le monde entier a dû avoir recours à des lourds soins palliatifs économiques. En effet afin de palier à la déstabilisation totale du système monétaire et bancaire, les banques centrales à travers le monde ont eu recours au Quantitative Easing dont les effets s'en font ressentir à l'heure actuelle (A). Egalement, le Comité de Bâle a établi les accords de Bâle III afin d'éviter une potentielle crise prochaine, or cette réglementation nouvelle a donné lieu à des dérives (B).

### **A) Banques Centrales : Les effets du Quantitative Easing**

Le Quantitative Easing, aussi appelé assouplissement quantitatif en français est une technique non conventionnelle dont les banques centrales ont recours en cas de crises financières ou économiques de grandes envergures. Dans un premier temps, la banque centrale crée de la monnaie qui correspond simplement à une ligne de crédit ; ce n'est pas une monnaie physique. Dans un second temps, celle-ci achète des bons souverains, soit aux Etats lorsqu'il s'agit d'un regroupement de pays (ex : BCE), soit directement aux organismes financiers (banques, assurances, etc...) avec l'argent créé précédemment. Cela permet notamment aux banques de bénéficier de plus de liquidités et ainsi octroyer plus facilement des prêts aux entreprises et ménages à de meilleurs taux, le tout dans le but de relancer la consommation. Dès que la croissance est relancée, la banque centrale revend ses bons souverains et détruit l'argent précédemment créé afin d'éviter une inflation.<sup>54</sup> (Annexe 5) En mars 2001, le Japon fut le premier Etat à avoir recours au Quantitative Easing.

Les Etats ayant eut le plus recours après 2008 à cet assouplissement quantitatif furent le Japon avec un plan entre 2010 et 2012 et un autre plus offensif en 2013. Les Etats-Unis également ont lancé 3 plans, le premier d'une hauteur de 1750 milliards de dollars en 2008 suite à la crise dont 1250 milliards de crédits hypothécaires. Le second de novembre 2010 à juin 2011 dans le but d'endiguer la remontée des taux d'intérêt. Le dernier en 2012 par le rachat de titres obligataires et de créances hypothécaires d'une somme de 85 milliards par mois. Ce plan fut arrêté en 2014 justifié par une baisse du chômage. Enfin

---

<sup>54</sup> <http://www.infinance.fr/articles/bourse/infos-actualites/article-le-quantitative-easing-definition-et-effets-352.htm>

la BCE, seule exception n'a pas lancé de plan d'assouplissement quantitatif suite à la crise 2008. En revanche, celle-ci a dû avoir recours à un plan de Quantitative easing face au risque de déflation dans l'Union Européenne. Celui-ci devrait coûter 1100 milliards de dollars en rachat de titres obligataires souverains entre mars 2015 et septembre 2016.<sup>55</sup>

Tout d'abord, l'assouplissement quantitatif de la BCE, déjà évoqué dans la partie précédente, devrait par l'augmentation du nombre d'obligations et de la demande, créer un risque d'augmentation exorbitante de la valeur des actifs en comparaison à leur valeur réelle et ainsi de créer une bulle obligataire souveraine européenne. Le second risque du quantitative easing est que beaucoup d'assurances ont investi dans les actifs français et allemands risquant ainsi de voir leur taux de rémunération diminuer fortement. (Cf : Partie 1, III, B)<sup>56</sup> A cela s'ajoute la trop grande transparence de la BCE. En effet tout les acteurs du marché ont les mêmes informations en même temps. Ceux-ci, en économistes avertis investissent tous dans les mêmes types d'obligations, or cela a pour effet d'empêcher le marché de fonctionner correctement créant ainsi un manque de liquidité, car tous les investisseurs vont dans le même sens et il n'y a donc plus d'opinions divergentes. Cela, par ces manques, créer une forte volatilité sur le marché et si les prévisions sont mauvaises, tous les acteurs du marché vont se retirer en même temps faisant ainsi éclater la bulle.<sup>57</sup>

Les Etats-Unis ont également lancé un plan d'assouplissement quantitatif en 2014, or la sortie de celui-ci risque d'être difficile. En effet le premier effet est celui que connaît l'Union Européenne qui est l'augmentation du prix des actifs conduisant à la création de bulles obligataires. Or le second est que cette politique de prêt à taux 0 risque de favoriser l'endettement des entreprises permettant ainsi le développement de bulles. Dans ce contexte où la date de sortie de crise est inconnue et semble difficile à définir, les seules entreprises souhaitant investir ont un profil risqué. Or le problème ici est que ces financements leurs sont octroyés uniquement en prenant en considération le contexte

---

<sup>55</sup> <http://www.lafinancepourtous.com/Decryptages/Dossiers/Politique-monetaire/L-assouplissement-quantitatif/Une-succession-de-quantitative-easing-dans-les-economies-developpees>

<sup>56</sup> <http://www.boursorama.com/actualites/premiers-effets-du-qe-de-la-bce-forte-baisse-des-taux-souverains-en-trois-jours-0b64871be0c4d88aaa1e88576a6ee210>

<sup>57</sup> <http://www.boursorama.com/actualites/malgre-son-utilite-le-qe-de-la-bce-a-certains-effets-negatifs-sur-les-marches-amundi-8f61728c2b8fed982a470a8ca9cbafb6>

économique et non pas leur viabilité financière. Cela risque donc de catalyser la création de bulles et lorsqu'elles éclateront, causeront la faillite de ces mêmes entreprises.<sup>58</sup>

### **B) Accords de Bâle III : des dérives inattendues**

La réforme de Bâle III a pour but de répondre aux dysfonctionnements dû à la crise de 2008. Par cette mesure, le Comité de Bâle souhaite « renforcer le niveau et la qualité de fonds propres, mettre en place un ration levier, améliorer la gestion du risque de liquidités par la création de deux ratios de liquidité, renforcer les exigences prudentielles concernant le risque de la contrepartie. » *ACPR Banque de France, Bâle III*<sup>59</sup> Or par ces mesures de contrôle, le comité a eu un fort impact sur les banques, celles-ci devant changer leur modèle interne afin de répondre à des attentes plus exigeantes.

La première conséquence est que les banques ont dû augmenter sérieusement leurs fonds propres. L'Institute of International Finance a, en 2011 estimée à 1300 milliards de dollars le coût de l'application des nouvelles normes de Bâle III. De plus en introduisant 2 ratios de liquidité l'un à court terme, l'autre à long terme le comité a incité les banques à privilégier l'investissement des banques dans les obligations d'Etat et a dans le même temps diminué l'accès au crédit des entreprises, d'où la contraction du crédit face auquel la BCE doit avoir recours au Quantitative Easing. Egalement l'introduction d'un capital minimum requis au titre de la VaR (Value at Risk qui est la perte maximale qu'en théorie une banque peu subir sans faire faillite). Le comité souhaite aussi être plus exigeant concernant la gestion du risque de la contrepartie. Par ces mesures les accords de Bâle III créés un nouveau problème qui est celui de restreindre les capacités de financement des banques. En effet ces dernières dans un but de maximisation de ses fonds propres va opter pour obligations d'Etat plutôt que de prêter de l'argent à une entreprise. Les banques ont effectivement acquis 1700 milliards de dollars d'obligations souveraines en 2013 soit 3 fois plus qu'en 2008 où celles-ci atteignaient les 550 milliards de dollars.

Le Comité de Bâle a aussi restreint les effets de levier des banques. Celles-ci ne peuvent donc plus posséder qu'un total d'actifs équivalents à 3% de son fonds propre. Cela force donc les banques par la faible rémunération des actifs qu'elles doivent posséder à

---

<sup>58</sup> <https://www.contrepoints.org/2016/01/20/235945-fed-une-politique-monetaire-aux-consequences-inconnues>

<sup>59</sup> <https://acpr.banque-france.fr/international/les-grands-enjeux/les-accords-de-bale/bale-iii.html>

entreprendre des projets plus rémunérateurs mais aussi beaucoup plus risqués.<sup>60</sup> En effet les banques optent pour le shadow banking qui leur permet de contourner les restrictions des accords de Bâle III. Or si une déstabilisation totale d'un marché venait à arriver, celles-ci pourraient se retrouver confronter aux mêmes problèmes que ceux connus en 2008 que le Comité de Bâle souhaite justement éviter.

## **II) Organismes financiers : des dérives dues à la réglementation**

Un grand nombre de dispositions ont été prises dans le but de réguler la finance et notamment les grandes banques mondiales, or ces dispositions n'ont fait que transférer les problèmes des grandes banques vers le Shadow Banking (A). Il a été aussi possible de constater le retour de produits similaires aux subprimes appelés Bespoke Tranche Opportunity (B).

### **A) Shadow Banking : Le transfert des problèmes vers la finance de l'ombre**

Suite aux différentes crises de notre Histoire contemporaine, un grand nombre de réglementations ont été promulguées afin d'assurer la stabilité systémique des banques. Or celles-ci devenant de plus en plus contraignantes et faisant perdre une forte rentabilité aux banques, cela a contraint ces dernières à contourner le système, c'est la naissance du shadow banking ou finance de l'ombre.

« Le shadow banking recouvre les activités d'intermédiation financière (transfert de risque, transformation de maturité et / ou de liquidité, recours à l'effet de levier) qui, ayant lieu en dehors du cadre réglementaire de l'activité bancaire, ne sont pas soumises aux contraintes, ni ne bénéficient des garanties liées au statut de banque, tout en étant exposées à un risque de liquidité important.»<sup>61</sup> Cela signifie que les banques par différents mécanismes et ce, en dehors des régulations qu'elles subissent en temps normal mais en s'exposant tout de même à des risques financiers importants participent au financement de l'économie mondiale. Plus clairement, les acteurs de la finance de l'ombre sont les banques d'affaires, les hedge funds, les fonds monétaires, les mutuelles, etc... La particularité de ceux-ci est qu'ils ne reçoivent aucuns dépôts, ils ne font que du crédit. Afin de mettre en œuvre cette sortie de la régulation, ces établissements retirent « de leurs bilans (et donc des écrans radars des régulateurs) leurs actifs les plus risqués, en les

---

<sup>60</sup> <https://www.alumneye.fr/les-consequences-de-bale-iii-sur-le-risque-systemique/>

<sup>61</sup> [http://www.fimarkets.com/pages/shadow\\_banking.php](http://www.fimarkets.com/pages/shadow_banking.php)

titrisant et en les revendant en « produits dérivés » sur les marchés financiers, par l'intermédiaire d'établissements financiers. »<sup>62</sup>

A la fin 2015, le shadow banking selon le Financial Stability Board s'élevait à 80000 milliards de dollars représentant ainsi un quart des actifs financiers dans le monde. Les entités aux Etats-Unis et dans l'Union Européenne détiennent trois quarts de ces actifs.<sup>63</sup> Or dans les pays émergents tels que la Chine ou l'Indonésie, le shadow banking y progresse très rapidement.

Le principal problème de la finance de l'ombre est dans un premier temps son poids dans l'économie planétaire. Il faut savoir que chaque année il représente l'équivalent du PIB mondial. Le second problème lié au premier est que tous les acteurs sont dépendants les uns des autres. C'est à dire que si un des acteurs venaient à avoir des difficultés, celui-ci entraînerait tous les autres acteurs dans sa chute et par conséquent les banques, car ce sont elles qui ont émis ces produits dérivés. Effectivement ce secteur possède peu de capital et a donc recours dans la majorité des cas à l'endettement. De plus n'étant pas soumis à la réglementation bancaire, ces organismes ne bénéficient d'aucune aide de la part des banques centrales comme par exemple la possibilité de bénéficier d'un Quantitative Easing ce qui les rend encore plus vulnérables de ce fait en cas de crise financière.<sup>64</sup> En effet le FMI, dans un rapport publié en octobre 2014 affirme que si tous les investisseurs réclamaient leur dû dans un même temps, les différents acteurs du shadow banking pourraient être dans l'incapacité de les rembourser et donc ferait faillite les uns après les autres impactant directement les banques.<sup>65</sup>

De plus cette finance de l'ombre paralyse le phénomène de régulation. En effet si la régulation est trop importante pour les banques, celui-ci va se développer de manière encore plus importante.

Le shadow banking est donc un facteur potentiel de crise fort. En effet par son poids dans l'économie, son implantation et développement important dans des pays déjà fortement susceptibles de déclencher une crise par les conditions économiques et sociales qu'ils connaissent, son interdépendance entre les différents acteurs de la finance de l'ombre et

---

<sup>62</sup> <http://www.lefigaro.fr/conjoncture/2015/08/25/20002-20150825ARTFIG00105-shadow-banking-tout-comprendre-sur-la-finance-de-l-ombre.php>

<sup>63</sup> <http://www.challenges.fr/economie/20151204.CHA2344/le-fonctionnement-du-shadow-banking-explique-en-5-minutes.html>

<sup>64</sup> <https://www.financite.be/sites/default/files/references/files/2728.pdf>

<sup>65</sup> <http://www.challenges.fr/economie/20150213.CHA3057/le-shadow-banking-menace-t-il-l-economie-mondiale.html>

son étroite liaison avec le secteur bancaire et plus particulièrement avec les banques systémiques, le shadow banking est un fort catalyseur de crise.

A cela est lié un nouveau produit financier qui a fait suite à la crise des subprimes, les Bespoke Tranche Opportunity.

### **B) Bespoke Tranche Opportunity : Les nouveaux subprimes**

A la manière des subprimes, les Bespoke Tranche Opportunity sont des CDO (Collateralized Debt Obligation). Pour créer un CDO, une banque émet un fonds commun de créances afin d'émettre des créances et décomposer cette créance en plusieurs parts à une société ad hoc. Cela permet de titriser le produit financier. Par la suite différentes notes sont attribuées aux différentes tranches de l'actif titrisé c'est ce qui est appelé le tranching. La tranche qui va assumer en premier les risques et qui est donc la moins mature est l'équity et celle qui les assumera en dernier est appelé tranche senior. Entre ces 2 tranches se trouvent les tranches dites mezzanines. La tranche où les risques sont les plus élevés est celle qui sera le mieux payé mais sera aussi celle qui sera payé en dernier.

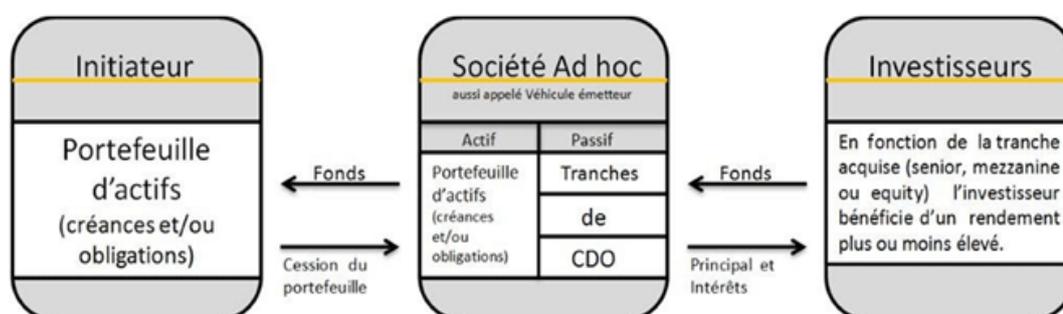


Figure 10: Etapes de création d'une CDO<sup>66</sup>

En somme un CDO permet de répartir le risque sur un crédit émis. En effet les banques émettent ce genre de produit financier afin d'opérer une recapitalisation de leur fonds propre afin de respecter les accords de Bâle III, elles émettent donc un CDO de bilan. Par le CDO d'arbitrage, les banques vont chercher à maximiser leur marge. On trouve également les CDO synthétiques émis par les banques afin de transférer le risque des crédits.<sup>67</sup> Ceux-ci sont formés de titres d'assurance contre un défauts de crédit aussi

<sup>66</sup> [http://www.fimarkets.com/pages/cdo\\_collateralised\\_debt\\_obligation.php](http://www.fimarkets.com/pages/cdo_collateralised_debt_obligation.php)

<sup>67</sup> <http://www.memoireonline.com/10/08/1592/utilisation-rationnelle-des-collateralised-debt-obligation-cdo.html>

appelé CDS (Credit Default Swap). Un CDS plus exactement permettent de se protéger contre le non remboursement d'une dette. Par exemple pour une dette étatique, les organismes tels que les hedge funds ou les banques ayant investi dans des obligations d'Etat peuvent acquérir auprès d'assureurs des CDS au cas où l'Etat ne rembourse pas sa dette. En contrepartie l'acquéreur doit verser une prime périodique à l'assureur. Le CDS est un produit dérivé par rapport à un produit de référence. Dans le cas présent le produit de référence est l'obligation de l'Etat. La valeur de ce produit dérivé varie selon l'offre et la demande sur les marchés financiers, c'est à dire que plus l'Etat sera dans une mauvaise posture, plus la prime augmentera.

Les CDO synthétiques sont donc des montages financiers complexes, car ils ne portent pas directement sur une obligation mais sur l'assurance d'une obligation. Ceux-ci sont l'une des causes principales de la crise de 2008.<sup>68</sup>

En effet si l'obligation sur laquelle un certain nombre de CDS a été contracté par des investisseurs n'est pas remboursée, alors l'assurance doit amortir les pertes subies par ses contractants. Or si les primes étaient élevées, cela signifie que le nombre d'acquéreurs de ladite obligation sont nombreux surtout si à la base elle était attractive. L'assurance devra donc déboursé une somme immense afin de palier aux pertes subies par ses clients. Or ces mêmes CDS ont fait l'objet d'une titrisation (chose faite pour les actifs à risques ou toxiques) et ont été intégrés dans plusieurs couches de CDO notamment les tranches equity. Ces CDO sont donc devenus toxiques pour les investisseurs en ayant acheté. Ceux-ci vont donc se retirer massivement en revendant les CDO acquis auparavant. L'assurance devra donc déboursé une somme encore plus importante la conduisant ainsi à la faillite. Ce fait est encore plus éloquent et complexe avec la crise de 2008, mais il est nécessaire d'introduire les CDO au carré qui sont des CDO de CDO. Par exemple il y a un CDO A et un CDO B. Dans le CDO A il y a une part de CDO B et dans le CDO B une part de CDO A. Ces 2 CDO sont ensuite regroupés pour former un CDO C faisant ainsi augmenter considérablement les revenus mais aussi et surtout les risques.

Les investisseurs ayant contracté des CDS sur des obligations subprimes qui sont elles-mêmes des CDO voir des CDO au carré ou au cube auprès d'une compagnie d'assurance ont causé la quasi faillite des plus grandes compagnies d'assurance au monde. En effet, tout commence à l'emprunt hypothécaire à taux variable contracté par les clients de

---

<sup>68</sup> [https://www.banque-france.fr/fileadmin/user\\_upload/banque\\_de\\_france/archipel/publications/bdf\\_rsf/etudes\\_bdf\\_rsf/bdf\\_rsf\\_06\\_etu\\_1.pdf](https://www.banque-france.fr/fileadmin/user_upload/banque_de_france/archipel/publications/bdf_rsf/etudes_bdf_rsf/bdf_rsf_06_etu_1.pdf)

banques. Cette banque va donc permettre de créer des CDO par titrisation de l'organisme financier auquel elle a vendu les obligations hypothécaires. Or ce CDO déjà créé peut faire l'objet d'une nouvelle titrisation avec un second CDO créé en amont créant ainsi un CDO au carré. Ce dernier va être vendu à différents investisseurs qui vont eux mêmes contracter un CDS auprès d'une assurance. Or ces différents CDS vont eux aussi faire l'objet d'une titrisation d'autres organismes financiers afin de créer des CDO synthétiques. Ces derniers vont ensuite être vendus à d'autres investisseurs. En revanche si le taux de défauts du remboursement de crédits à taux variable venait à augmenter les assurances devraient amortir les pertes de leurs clients ayant contracté un CDS ce qui leur occasionnerait une perte financière élevée. Egalement les CDO synthétiques vendus perdraient de la valeur occasionnant de nouvelles pertes importantes à l'assurance par le retrait massif des investisseurs. De plus par cette même augmentation des défauts de la dette hypothécaire, les CDO au carré émis par les organismes financiers auxquels la banque avait transmis ses obligations vont connaître une chute extrêmement importante causant également une fuite massive des investisseurs. Les banques devraient donc les rembourser et ne seraient pas dans la position de le faire par manque de fonds. La banque ferait donc faillite entraînant avec elle les assurances, les investisseurs et les particuliers. De plus pour la crise de 2008, les actifs contenus dans les CDO étaient très toxiques. En effet certaines tranches étaient notées Aaa alors que celles-ci valaient réellement un B ce qui a complètement erroné le jugement des investisseurs, le tout dû aux agences de notations.

La réapparition de CDO sous le nom de Bespoke Tranche Opportunity en 2013 est donc à surveiller de très près afin que ceux-ci par le jeu des spéculations ne soient pas toxiques au point de faire s'effondrer l'économie mondiale une nouvelle fois mais aussi es conditions auxquelles empruntent les clients des banques pour acquérir un bien.

### **Partie 3 : Etablissement de préconisations**

Après avoir défini les déclencheurs principaux d'une potentielle crise, il est nécessaire d'établir des préconisations qui pourraient permettre d'éviter le déclenchement de celle-ci ou d'en minimiser les effets.

Or une solution satisfaisante pour l'un ne l'est pas forcément pour l'autre. En effet et c'est en ce point que réside le véritable problème. Dans une économie mondialisée où la majorité des acteurs des marchés, des banques, des gouvernements sont liés, une prise de position afin de réformer une partie de l'économie ou encore de remédier à un problème

intrinsèque à un Etat peut avoir des répercussions importantes sur les marchés d'autres Etats ou sur leur commerce comme il l'a été démontré pour la Chine par exemple. La suggestion de préconisations n'est donc pas chose simple tant le maillage est complexe. Il sera donc judicieux de s'intéresser dans un premier temps aux solutions possibles dans les différents Etats susceptibles de causer une crise prochaine (I) et dans un second temps, s'intéresser aux organismes dont les Etats dépendent (II).

### **I) Les différents Etats susceptibles de provoquer une crise**

Les Etats, afin de relancer leur consommation intérieure ont pris un certain nombre de dispositions telles que le Quantitative Easing des différentes banques centrales. Or comme il a été vu précédemment, celui-ci n'a pas été fructueux causant au contraire des effets inverses à ceux attendus initialement.

Concernant l'Europe un plan a été mis en place nommé le plan Junker. Lancé en novembre 2014 ce plan a pour but de renforcer l'innovation des entreprises européennes dans des secteurs stratégiques et ainsi promouvoir la consommation, l'emploi et provoquer une augmentation du PIB. Ce plan a pour financement une partie du budget européen et celui de la BEI (Banque Européenne d'Investissement), cela ne devrait rien coûter aux Etats. Dans la théorie ce plan est donc extrêmement bénéfique et salvateur pour l'économie européenne. Or le premier problème de ce plan est que le montant de celui-ci est virtuel, en effet les organismes qui financeront celui-ci ne le feront qu'à hauteur de 21 milliards d'euros au total permettant ainsi de créer le FEIS (Fonds Européen d'Investissement Stratégique). Ce dernier sera chargé d'emprunter sur les marchés par l'émission d'obligations permettant ainsi d'utiliser un effet de levier. Cela permet donc d'attirer les investissements du secteur privé et ainsi faire augmenter les fonds de la FEIS. Or selon une étude de Moody's, à la fin des 3 ans seulement 130 à 190 milliards d'euros seront réunis bien loin des 315 milliards prévus initialement. De plus ce plan de financement par ses 315 milliards n'est pas suffisant.<sup>69</sup> En revanche ce plan peut être amélioré et ainsi permettre une application des effets escomptés bénéfiques pour la relance économiques européennes. En effet dans un premier temps il serait fort bénéfique que le secteur privé soit informé des réels impacts et de la réelle allocation des ressources de ce plan. Cela permettrait de mettre en confiance les investisseurs et ainsi les convaincre

---

<sup>69</sup> <http://www.lesechos.fr/idees-debats/cercle/cercle-141300-plan-junker-le-miracle-naura-pas-lieu-1164266.php>

à investir. Egalement la création d'un livret d'épargne dont la fiscalité serait nul dont les fonds pourraient aller directement à la FEIS faisant encore un peu augmenter le financement du plan. D'autant que dans le courant actuel, les citoyens de chaque pays préfèrent épargner plutôt que consommer. Le plan Juncker permet également aux Etats européens de se substituer au financement du fonds de la FEIS sans que cela n'atteigne leur dette nationale. Les pays en tête de pont par leur investissement devraient inciter les autres à investir également.<sup>70</sup> Par ces différentes solutions le plan Juncker pourrait être pertinemment efficace et éventuellement dépasser les 315 milliards prévus à la base. Cela permettrait donc de financer des entreprises et permettre l'achèvement de leur projet permettant ainsi à l'Europe d'opérer une meilleure transition énergétique mais également d'augmenter l'emploi dans les pays européens, engageant une augmentation du pouvoir d'achat. Donc par la croissance de leur PIB, les Etats pourraient cesser d'avoir recours au QE faisant augmenter le nombre d'obligations souveraines et endiguant par la même occasion les prêts à taux négatifs octroyés par la BCE. Cela permettrait un rééquilibrage des investissements sur l'Union Européenne et une baisse du resserrement du crédit aux particuliers.

La Chine quant à elle, par le manque de transparence de ses chiffres provoquent une forte méfiance des investisseurs étrangers. Donc en rendant ses chiffres publics, le pays gagnerait une certaine confiance des investisseurs étrangers permettant ainsi de développer le marché financier chinois et ainsi réduire le nombre d'investisseurs particuliers sources d'une forte volatilité sur les marchés. De plus la suppression de l'interdiction aux institutionnels de vendre des actions fut une grande erreur car cela a entraîné une forte volatilité sur les marchés. Par la suppression de cette interdiction la Chine minimiserait cette volatilité.<sup>71</sup>

En ce qui concerne le pétrole, l'établissement d'accords visant à réduire le seuil de la production mondiale, l'écoulement d'une partie des stocks de chaque Etats et la maîtrise de la production de pétrole américain entre les principaux pays exportateurs de pétrole seraient nécessaires à la remontée du prix de l'or noir. En revanche, il est nécessaire que la consommation chinoise augmente afin que le plan soit le plus efficace possible. Ces

---

<sup>70</sup> <http://www.lesechos.fr/idees-debats/editos-analyses/0204026219969-comment-ameliorer-le-plan-juncker-1076636.php>

<sup>71</sup> <http://www.boursorama.com/actualites/analyse-de-marche-pourquoi-la-bourse-chinoise-est-elle-si-volatile-aurel-bgc-37ba48db4a1315a6dd56740a20ad7a07>

accords auraient également pour conséquence de minimiser les pertes des grands groupes pétroliers permettant ainsi de faire sortir les banques d'un certain danger.<sup>72</sup>

Les Etats-Unis ont un lourd problème avec la dette étudiante, or il existe des solutions similaires au système éducatif français. Il ne s'agit pas ici de rendre les universités américaines gratuites, car cela est impossible tant l'impact serait important sur les finances des facultés et sur le budget de l'éducation américain. En revanche le mécénat peut être une solution à envisager. En effet une entreprise pourrait se porter garante des frais universitaires d'un ou plusieurs étudiants. En contrepartie l'étudiant peut soit être obligé de travailler dans l'entreprise qui lui a payé ses études pendant une durée déterminée obligatoire occasionnant ainsi un salaire moins élevé pour le remboursement desdits frais, soit rembourser l'entreprises par une retenue sur salaire, mais si le salaire de l'étudiant entré dans le monde professionnel est moins élevé que prévu la retenue sera moins importante et s'il est plus important la retenue sera plus importante. Cela ne permet pas de palier à la dette étudiante actuelle. Toutefois cette solution permettrait de palier au renchérissement de celle-ci en la faisant décroître au fur et à mesure que les années passent. Le second point positif est que les étudiants nouveaux venus sur le marché du travail seraient directement salariés de l'entreprise faisant ainsi décroître les chiffres du chômage américain et endiguant d'une certaine manière le remplacement technologique prévu à 47% à moyen terme.<sup>73</sup> De plus par cette baisse du chômage le pays connaîtrait une relance de sa consommation.

## **II) Organismes dont dépendent les Etats**

Les différentes réglementations évoquées précédemment ont eu de lourdes répercussions sur la stabilité financière. En effet afin de contourner ces obligations, les banques ont dû utiliser des procédés de plus en plus risqués afin de ne pas être soumises à celles-ci.

Dans un premier temps afin de contrer la systémie de certaines banques, il serait nécessaire de séparer les banques de dépôts et les banques d'investissements. Cela dans un premier permettrait d'éviter que les banques spéculent avec l'argent des déposant leur faisant ainsi perdre leur épargne en cas de crise. De plus en cas de perte les seules banques

---

<sup>72</sup> <http://www.fioulmarket.fr/actualite/baisse-prix-petrole-quelles-causes-comment-relancer-marche>

<sup>73</sup> <http://www.objectifeco.com/entreprendre/tendances-sectorielles/la-revolution-des-robots-les-machines-vont-ineluctablement-remplacer-les-hommes-les-dernieres-donnees-sur-le-phenomene.html>

touchées seraient les banques d'investissement dont les répercussions se feraient sentir uniquement sur les investisseurs conscients des risques. Egalement cette mesure aurait pour effet d'endiguer la systémie des banques. En effet en cas de crise seule les banques d'affaires seraient touchées et même si celles-ci font faillites, elles ne provoquent l'effet dominos connu avec Lehman Brothers en 2008. Un autre point bénéfique de cette séparation serait que les banques de dépôts ne pouvant plus spéculer avec l'épargne des dépositaires, celles-ci devraient investir dans les entreprises ce qui permettrait de développer l'industrie et le commerce.<sup>74</sup>

Dans un second temps, engager un assouplissement des accords de Bâle III. En effet même si certaines des parties de ceux-ci sont très bénéfiques pour limiter l'exposition des banques systémiques et donc des Etats aux potentielles crises à venir, il n'en reste pas moins que ces accords provoquent cette systémie. Les banques, afin de ne pas être soumises à ces contraintes utilisent divers mécanismes tels que le shadow banking. Or cela n'est pas sans danger, les acteurs tous liés les uns aux autres si le marché suscite une panique chez les investisseurs et donc un retrait massif de ces derniers, tous les acteurs liés aux organismes concernés par ce retrait sont touchés dont les banques systémiques qui peuvent connaître des pertes extrêmement importantes les conduisant ainsi à la faillite. L'assouplissement des accords de Bâle III permettrait d'endiguer les contournements de ces obligations et faire diminuer les risques pris par les investissements toujours plus risqués des banques, ceux-ci n'en ayant plus besoin.

De plus une régulation du shadow banking serait importante. En effet les organismes acteurs de cette finance de l'ombre ont un poids considérable dans l'économie mondiale, prenant part chaque jour aux échanges mondiaux régulant notre économie. Cela permettrait également de contrer les banques s'évadant dans cette finance parallèle et ainsi établir diverses réglementations bancaires.

### **Conclusion**

En définitive il est extrêmement difficile de définir une seule solution universelle tant les acteurs sont nombreux, tous arborant des caractéristiques et stratégies à la fois similaires et différentes. Or il a été possible d'observer que les banques ont réussi à verrouiller le

---

<sup>74</sup> <http://www.lesechos.fr/idees-debats/editos-analyses/021156849159-pourquoi-il-faut-separer-les-banques-1131842.php>

système mondial tant par leur lobbying que par leur importance au sein de la société et de l'économie mondiale.

Victime de la crise de 2008 par l'impact que celle-ci a eu sur les pays développés, la Chine dans un premier temps par sa stratégie de sauvetage a fortement augmenté les prêts vers l'immobilier et les entreprises créant ainsi des bulles. De plus les pays développés ayant délocalisé de manière importante ne trouvent plus dans la Chine un intérêt. En effet par l'augmentation des salaires et la baisse de la consommation mondiale, les entreprises préfèrent délocaliser dans d'autres pays impactant directement l'emploi et la consommation en Chine. Cette baisse de consommation a aussi des effets sur le secteur pétrolier qui connaît une baisse importante du prix du baril. Cela couplé au retour des Etats-Unis et de l'Iran met les pays exportateurs de pétrole dans une mauvaise posture et plus particulièrement les pays de l'OPEP qui, suite aux pressions de l'Arabie Saoudite, ne diminuent pas leur flux d'extraction de pétrole leur faisant ainsi perdre des sommes exorbitantes. De plus la Chine, faute de transparence et victime du trop grand nombre d'investisseurs privés sur ses marchés, connaît une fuite massive des investisseurs préférant investir aux Etats-Unis qui est un marché plus sûr. La Chine a donc dû s'adapter en dévaluant sa monnaie, le Yuan afin de favoriser la consommation intérieure plutôt que d'importer. Par cette stratégie le pays ralentit le commerce mondial. Les Etats-Unis par l'augmentation de leur dette, le retour des CDO mais également la bulle de la dette étudiante sont un vecteur important de potentielle crise. De plus ceux-ci exercent une pression constante sur les pays émergents qui ont beaucoup emprunter aux Etats-Unis. En effet la FED souhaite augmenter les taux d'intérêts des prêts faits à ces Etats. L'Union Européenne également touchée par la baisse de consommation chinoise connaît une croissance en forte baisse. Celle-ci a également fait l'objet d'un Quantitative Easing de la BCE impactant directement les banques et assurances. A cela il est nécessaire d'ajouter les dérives causées par les accords de Bâle III fragilisant encore un peu plus les organismes bancaires à travers le monde et les mettant indirectement en danger par les prises de décisions de la majorité des banques de contournement de ces accords. En effet les banques par le shadow banking outrepassent les règles établies. Toutefois dans une économie où la finance de l'ombre représente le PIB mondiale par an et où tous les acteurs sont liés, cela les rend encore plus systémique.

Il est donc impossible de prédire d'où pourrait venir la potentielle crise. Or par de multiples accords et réglementations il semble tout à fait possible de minimiser les facteurs de celle-ci. En effet par un renforcement du plan Junker pour l'Europe, la

transparence de la Chine sur les chiffres des entreprises ou encore un accord entre Etats-Unis et pays de l'OPEP qui aurait pour vocation de diminuer les extractions permettraient de réduire les facteurs de déclenchement de la crise.

Toutefois il serait nécessaire de coupler toutes ces modifications et cela semble avoir très peu de chance de se réaliser. Effectivement comme il a été dit précédemment tout est lié et c'est en ce point que réside le problème. En admettant qu'une seule de ces préconisations est appliquée, les autres facteurs de crise en seront certes modifiés mais seront toujours extrêmement élevés. Il n'est donc pas possible d'adapter une économie entière aux impacts d'une possible crise à venir par la complexité des acteurs et le maillage immense entre ceux-ci sauf par la promulgation d'une législation mondiale contraignant les Etats et entités qui les composent aux mêmes dispositions.

## **Bibliographie**

- Encyclopedia Universalis, Dévaluation, p.13
- Encyclopédie Larousse, La crise de 1929, p.3
- Encyclopédie Larousse, La crise des années 1970-1990, p.4
- Encyclopédie Larousse, OPEP, p.16
- John Kenneth Galbraith, Article Trop loin de Roosevelt, Alternatives économiques, n°282 juillet-août 2009, p.1
- Le Figaro, G.Puech, 9 octobre 2009, p.2
- Le Monde, La crise financière, 1 janvier 2009, le chômage aux Etats-Unis a son plus haut niveau depuis 16 ans, p.5

## **Webographie**

- <http://www.academie-francaise.fr/crise> , p.1
- 
- <https://acpr.banque-france.fr/international/les-grands-enjeux/les-accords-de-bale/bale-iii.html> , p.5 , p.33
- <https://www.alumneye.fr/les-consequences-de-bale-iii-sur-le-risque-systemique/> , p.34
- [http://archives-lepost.huffingtonpost.fr/article/2008/10/23/1296433\\_temps-de-crise-perspective-historique.html](http://archives-lepost.huffingtonpost.fr/article/2008/10/23/1296433_temps-de-crise-perspective-historique.html) , p.3
- [https://www.banque-france.fr/fileadmin/user\\_upload/banque\\_de\\_france/publications/BDF197-4\\_dette.pdf](https://www.banque-france.fr/fileadmin/user_upload/banque_de_france/publications/BDF197-4_dette.pdf) , p.27
- [https://www.banque-france.fr/fileadmin/user\\_upload/banque\\_de\\_france/archipel/publications/bdf\\_rsf/etudes\\_bdf\\_rsf/bdf\\_rsf\\_06\\_etu\\_1.pdf](https://www.banque-france.fr/fileadmin/user_upload/banque_de_france/archipel/publications/bdf_rsf/etudes_bdf_rsf/bdf_rsf_06_etu_1.pdf) , p.37
- <http://www.boursorama.com/actualites/analyse-de-marche-pourquoi-la-bourse-chinoise-est-elle-si-volatile-aurel-bgc-37ba48db4a1315a6dd56740a20ad7a07> , p.10 , p.40
- <http://www.boursorama.com/actualites/malgre-son-utilite-le-qe-de-la-bce-a-certains-effets-negatifs-sur-les-marches-amundi-8f61728c2b8fed982a470a8ca9c9cbafb6> , p.32
- <http://www.boursorama.com/actualites/premiers-effets-du-qe-de-la-bce-forte-baisse-des-taux-souverains-en-trois-jours-0b64871be0c4d88aaa1e88576a6ee210> , p.32
- <http://www.boursorama.com/bourse/cours/graphiques/historique.phtml?symbole=8xBRN> , p.17
- <http://www.capital.fr/bourse/interviews/12-pays-seront-en-recession-en-2016-dont-la-russie-le-bresil-et-l-argentine-1107305#> , p.22
- <http://www.challenges.fr/challenges-soir/20160119.CHA4090/chute-du-prix-du-petrole-pourquoi-l-opep-peut-exploser.html> , p.21
- <http://www.challenges.fr/economie/20150928.CHA9891/pourquoi-nous-allons-droit-vers-une-nouvelle-crise-financiere-mondiale.html> , p.6
- <http://www.challenges.fr/economie/20150213.CHA3057/le-shadow-banking-menace-t-il-l-economie-mondiale.html> , p.35
- <http://www.challenges.fr/economie/20151204.CHA2344/le-fonctionnement-du-shadow-banking-explique-en-5-minutes.html> , p.35
- <http://www.challenges.fr/economie/conjoncture/20160413.CHA7789/dette-le-fmi-tire-la-sonnette-d->

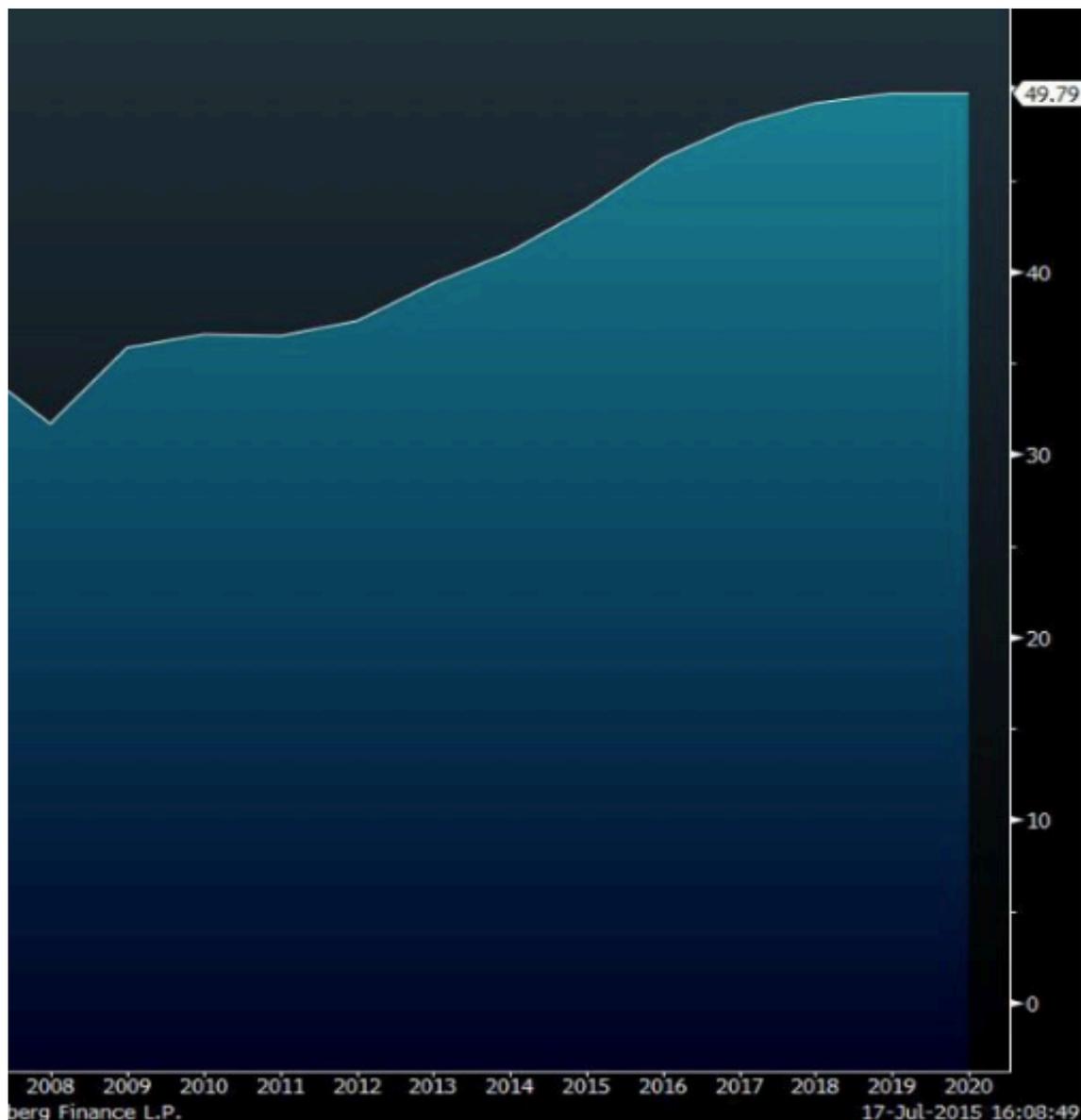
- alarme.html?utm\_content=buffer49b1f&utm\_medium=social&utm\_source=facebook.com&utm\_campaign=buffer , p.25
- [http://www.challenges.fr/finance-et-marche/20160413.CHA7763/etats-unis-les-regulateurs-rejettent-les-plans-de-simulation-de-faillite-de-grandes-banques-banques-dont-jpmorgan-et-bank-of-america.html?utm\\_content=bufferdc264&utm\\_medium=social&utm\\_source=facebook.com&utm\\_campaign=buffer](http://www.challenges.fr/finance-et-marche/20160413.CHA7763/etats-unis-les-regulateurs-rejettent-les-plans-de-simulation-de-faillite-de-grandes-banques-banques-dont-jpmorgan-et-bank-of-america.html?utm_content=bufferdc264&utm_medium=social&utm_source=facebook.com&utm_campaign=buffer) , p.28
  - <http://www.capital.fr/bourse/actualites/les-7-risques-mortels-qui-planent-sur-l-economie-mondiale-en-2016-selon-roubini-1108501> , p.7
  - <http://cib.natixis.com/flushdoc.aspx?id=42603> , p.25
  - <http://www.coface.fr/Actualites-Publications/Publications/L-Asie-a-l-epreuve-du-ralentissement-chinois> , p.14
  - <https://www.contrepoints.org/2016/01/20/235945-fed-une-politique-monetaire-aux-consequences-inconnues> , p.33
  - <http://www.europe1.fr/economie/le-monde-est-il-a-laube-dune-nouvelle-crise-financiere-2647129> , p.13
  - [http://www.fimarkets.com/pages/cdo\\_collateralised\\_debt\\_obligation.php](http://www.fimarkets.com/pages/cdo_collateralised_debt_obligation.php) , p.36
  - [http://www.fimarkets.com/pages/shadow\\_banking.php](http://www.fimarkets.com/pages/shadow_banking.php) , p.34
  - <https://www.financite.be/sites/default/files/references/files/2728.pdf> , p.35
  - [https://www.google.fr/publicdata/explore?ds=d5bnppjof8f9\\_&met\\_y=ny\\_gdp\\_mktp\\_kd\\_zg&idim=country:CHN:IND:USA&hl=fr&dl=fr](https://www.google.fr/publicdata/explore?ds=d5bnppjof8f9_&met_y=ny_gdp_mktp_kd_zg&idim=country:CHN:IND:USA&hl=fr&dl=fr) , p.8
  - <http://www.fioulmarket.fr/actualite/baisse-prix-petrole-quelles-causes-comment-relancer-marche> , p.41
  - <http://www.infinance.fr/articles/bourse/infos-actualites/article-le-quantitative-easing-definition-et-effets-352.htm> , p.31
  - <http://www.insee.fr/fr/methodes/default.asp?page=definitions/brent.htm> , p.16
  - <http://investir.lesechos.fr/traders/forex-infos/usa-deficit-courant-en-baisse-au-quatrieme-trimestre-1537416.php> , p.25
  - <http://www.la-croix.com/Economie/Avantages-et-inconvenients-de-la-baisse-du-prix-du-petrole-2015-12-20-1395330> , p.23
  - <http://www.lafinancepourtous.com/Decryptages/Dossiers/Politique-monetaire/L-assouplissement-quantitatif/Une-succession-de-quantitative-easing-dans-les-economies-developpees> , p.32
  - <http://www.latribune.fr/economie/international/chine-les-exportations-degringolent-de-25-555831.html> , p.25
  - <http://www.latribune.fr/economie/international/chine-les-raisons-du-ralentissement-de-la-croissance-543550.html> , p.12
  - <http://www.latribune.fr/economie/union-europeenne/ralentissement-chinois-quel-impact-sur-la-croissance-de-la-zone-euro-541068.html> , p.14
  - <http://www.latribune.fr/entreprises-finance/banques-finance/banque/les-banques-europeennes-face-au-defi-de-la-rentabilite-554770.html> , p.30
  - <http://www.latribune.fr/entreprises-finance/banques-finance/fintech-banques-geants-du-web-qui-seront-les-champions-bancaires-de-demain-459878.html> , p.30
  - <http://www.latribune.fr/opinions/tribunes/petrole-les-tres-grandes-manoeuvres-russes-550494.html> , p.22
  - <http://www.latribune.fr/opinions/tribunes/pourquoi-les-etats-unis-ont-chuter-deliberement-le-prix-du-petrole-549821.html> , p.20
  - <http://lebilan.fr/2015/06/02/selon-le-fmi-la-plus-grosse-bulle-financiere-de-l-histoire-va-bientot-exploser/> , p.29

- <http://www.lefigaro.fr/conjoncture/2015/08/25/20002-20150825ARTFIG00105-shadow-banking-tout-comprendre-sur-la-finance-de-l-ombre.php> , p.35
- [http://www.lemonde.fr/economie/article/2015/04/27/aux-etats-unis-le-piege-des-prets-etudiants\\_4623361\\_3234.html](http://www.lemonde.fr/economie/article/2015/04/27/aux-etats-unis-le-piege-des-prets-etudiants_4623361_3234.html) , p.27
- [http://www.lemonde.fr/entreprises/article/2016/01/19/la-baisse-du-prix-du-petrole-aura-un-impact-sur-les-resultats-de-total-previent-son-pdg\\_4849682\\_1656994.html](http://www.lemonde.fr/entreprises/article/2016/01/19/la-baisse-du-prix-du-petrole-aura-un-impact-sur-les-resultats-de-total-previent-son-pdg_4849682_1656994.html) , p.24
- [http://www.lesechos.fr/27/08/2015/lesechos.fr/021286496273\\_prets-etudiants-americaains---les-defauts-se-multiplient.htm](http://www.lesechos.fr/27/08/2015/lesechos.fr/021286496273_prets-etudiants-americaains---les-defauts-se-multiplient.htm) , p.26
- <http://www.lesechos.fr/idees-debats/cercle/cercle-137343-baril-de-petrole-toujours-en-chute-causes-et-consequences-1147342.php> , p.18
- <http://www.lesechos.fr/idees-debats/cercle/cercle-141300-plan-juncker-le-miracle-naura-pas-lieu-1164266.php> , p.39
- <http://www.lesechos.fr/idees-debats/editos-analyses/0204026219969-comment-ameliorer-le-plan-juncker-1076636.php> , p.40
- <http://www.lesechos.fr/idees-debats/editos-analyses/021156849159-pourquoi-il-faut-separer-les-banques-1131842.php> , p.42
- [https://www.mataf.net/fr/edu/glossaire/reserves-de-change#utm\\_source=trader-finance.fr&utm\\_medium=trader-finance&utm\\_term=contenu&utm\\_campaign=redirection](https://www.mataf.net/fr/edu/glossaire/reserves-de-change#utm_source=trader-finance.fr&utm_medium=trader-finance&utm_term=contenu&utm_campaign=redirection) , p.15
- [http://www.lemonde.fr/economie/article/2013/10/09/la-chine-premier-importateur-de-petrole-du-monde\\_3492730\\_3234.html](http://www.lemonde.fr/economie/article/2013/10/09/la-chine-premier-importateur-de-petrole-du-monde_3492730_3234.html) , p.16
- [http://www.lemonde.fr/economie/article/2014/02/09/la-chine-a-fait-le-choix-d-augmenter-les-salaires-au-prix-d-un-peu-de-competitivite\\_4362980\\_3234.html](http://www.lemonde.fr/economie/article/2014/02/09/la-chine-a-fait-le-choix-d-augmenter-les-salaires-au-prix-d-un-peu-de-competitivite_4362980_3234.html) , p.11
- [http://www.lemonde.fr/planete/article/2014/11/12/chine-et-etats-unis-concluent-un-accord-inedit-sur-le-climat\\_4522109\\_3244.html](http://www.lemonde.fr/planete/article/2014/11/12/chine-et-etats-unis-concluent-un-accord-inedit-sur-le-climat_4522109_3244.html) , p.20
- <https://www.mataf.net/fr/edu/glossaire/crise-financiere> , p.2
- <http://www.memoireonline.com/10/08/1592/utilisation-rationnelle-des-collateralised-debt-obligation-cdo.html> , p.36
- <http://www.objectifeco.com/entreprendre/tendances-sectorielles/la-revolution-des-robots-les-machines-vont-ineluctablement-replacer-les-hommes-les-dernieres-donnees-sur-le-phenomene.html> , p.41
- <http://www.oecd.org/fr/env/le-cout-de-la-pollution-de-l-air-9789264220522-fr.htm> , p.12
- <http://www.pantopie.org/indefinition/crise/> , p.1
- <http://www.planete-energies.com/fr/medias/chiffres/reserves-mondiales-de-petrole> , p.16
- 
- <http://se-preparer-aux-crises.fr/la-crise-economique-definition-et-principes-de-base/> , p.2
- <http://www.robert-schuman.eu/fr/questions-d-europe/0376-l-impact-de-la-situation-economique-chinoise-sur-les-relations-europe-chine> , p.15
- <http://www.rfi.fr/hebdo/20160101-etats-unis-vont-pouvoir-exporter-leur-petrole> , p.19
- <http://www.zerohedge.com/news/2015-01-13/wti-crude-higher-brent-crude-first-time-july-2013> , p.19

<http://www.zonebourse.com/actualite-bourse/DETTE-la-prochaine-crise-de-la-dette-sera-chinoise--20708515/> , p.9

## Annexes

Annexe 1 : Dette publique chinoise en % du PIB produite par le FMI





OCDE : LE COÛT DE LA POLLUTION DE L'AIR

## Combien seriez-vous prêts à payer ?

L'OCDE a estimé combien les habitants de différents pays seraient prêts à payer pour éviter les décès causés par la pollution de l'air. Ces chiffres pourront aider les gouvernements à définir leurs politiques de réduction des émissions, qu'elles proviennent des véhicules ou d'autres sources. Ces nouvelles estimations montrent que les populations sont prêtes à payer bien plus cher pour un air respirable que ce qui était évalué jusqu'ici.

Actuellement, les conducteurs payent pour leur mobilité, mais pas pour les dégâts qu'ils font sur la santé des autres. C'est un problème qu'on ne peut régler individuellement.

Les gouvernements savent qu'en prenant des mesures (des normes plus strictes ou une taxation plus élevée des carburants), ils imposent de nouveaux coûts aux constructeurs automobiles et aux conducteurs. Mais s'ils n'agissent pas, **le coût de la maladie et de la mort prématurée retombe sur l'ensemble de la population.** Les gouvernements ont donc besoin d'outils pour peser ces deux types de coûts.

Le meilleur moyen à notre disposition est de demander à la population d'estimer la valeur monétaire du bien-être qu'ils perdraient en mourant trop tôt. **Par des sondages, on estime le montant que les personnes seraient prêtes à payer pour réduire un risque, par exemple celui de la mort par la pollution de l'air.** On extrapole ces résultats pour obtenir ce qu'on appelle la "valeur d'une vie statistique". Cette valeur, multipliée par une estimation

du nombre de décès, nous permet d'évaluer la consommation à laquelle chacun serait prêt à renoncer pour éviter les décès dus à la pollution de l'air.

C'est ainsi que le coût économique annuel des décès causés par la pollution de l'air ambiant a pu être calculé. Il a augmenté d'environ 10% entre 2005 et 2010 dans les pays de l'OCDE, pour atteindre environ 1 700 milliards USD (ce nombre inclut le coût de la morbidité, c'est à dire de la perte de la santé), soit **la moitié des dépenses de santé de tous les gouvernements de l'OCDE pendant un an.**

**En Chine, ce coût a augmenté de 90% dans la même période, pour atteindre 1 400 milliards USD en 2010.** En Inde, il est d'environ 500 milliards USD.

Dans l'état actuel des connaissances, **environ 50% du coût de la pollution de l'air dans les pays de l'OCDE est à mettre au compte du transport routier.** Ce taux est plus bas en Chine et en Inde, plus touchés par d'autres sources de pollution, mais il demeure significatif.

## Annexe 3 : Etude Markit Economics sur la production manufacturière en Chine

Caixin Purchasing Managers' Index™  
 Embargoed until: 09:45 (Beijing) / 01:45 (UTC), January 4th 2016

# Caixin China General Manufacturing PMI™

Manufacturers see further deterioration in operating conditions at the end of 2015

### Summary

Operating conditions faced by Chinese goods producers continued to deteriorate in December. Production declined for the seventh time in the past eight months, driven in part by a further fall in total new work. Data suggested that client demand was weak both at home and abroad, with new export business falling for the first time in three months in December. As a result, manufacturers continued to trim their staff numbers and reduce their purchasing activity in line with lower production requirements. Meanwhile, deflationary pressures persisted, as highlighted by further marked declines in both input costs and selling prices.

Adjusted for seasonal factors, the *Purchasing Managers' Index™ (PMI™)* – a composite indicator designed to provide a single-figure snapshot of operating conditions in the manufacturing economy – registered below the neutral 50.0 value at 48.2 in December, down from 48.6 in the previous month. Business conditions have now worsened in each of the past 10 months. That said, the latest deterioration was modest overall.

A renewed contraction of manufacturing output weighed on the headline index reading in December. Although the rate of reduction was modest overall, it was the seventh time in the past eight months that production has fallen, and contrasted with a stabilisation in November. Anecdotal evidence suggested that relatively weak market conditions and reduced client demand had prompted firms to cut output in the latest survey period.

Indeed, total new business declined again in December, and at a similarly modest rate to those seen in the prior two months. Data suggested that softer domestic and international demand led to lower overall new work, with new export business also falling in December. Furthermore, this was the first time that new work from overseas had fallen since September.

Lower output requirements underpinned a further fall in purchasing activity in December. Moreover, the rate of contraction quickened slightly since November and was marked overall. As a result, stocks of inputs also declined over the month, while fewer sales led to a slight accumulation of stocks of finished goods.

Manufacturing companies continued to cut their payroll numbers at the end of 2015 and at a moderate rate. According to panellists, lower staff numbers were the result of company down-sizing policies and cost-saving initiatives. Fewer employees contributed to an accumulation of outstanding work in December, with the rate of growth quickening to an eight-month high.

December data signalled a further fall in average cost burdens faced by Chinese manufacturers. Moreover, the rate of reduction eased only slightly since November and remained sharp overall. Panellists that reported decreased input costs widely attributed this to lower raw material prices. Manufacturers generally passed on their cost savings to clients in the form of lower selling prices, while some companies mentioned that greater market competition had led them to cut their tariffs.

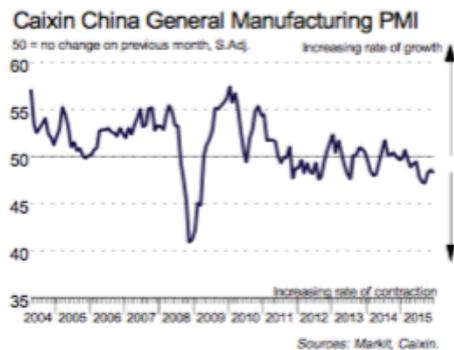
### Key Points

- Renewed contraction of output
- Total new work continues to fall, while new export work declines for first time in three months
- Companies continue to shed staff

### Comment

Commenting on the China General Manufacturing PMI™ data, Dr. He Fan, Chief Economist at Caixin Insight Group said:

*"The Caixin China General Manufacturing PMI for December is 48.2, down 0.4 points from the reading for November. This shows that the forces driving an economic recovery have encountered obstacles and the economy is facing a greater risk of weakening. More fluctuations in global markets are expected now that the U.S. Federal Reserve has started raising interest rates. The government needs to pay more attention to external risk factors in the short term and fine-tune macroeconomic policies accordingly so the economy does not fall off a cliff. It needs to simultaneously push forward the supply-side reform to release its potential and reap the benefits."*



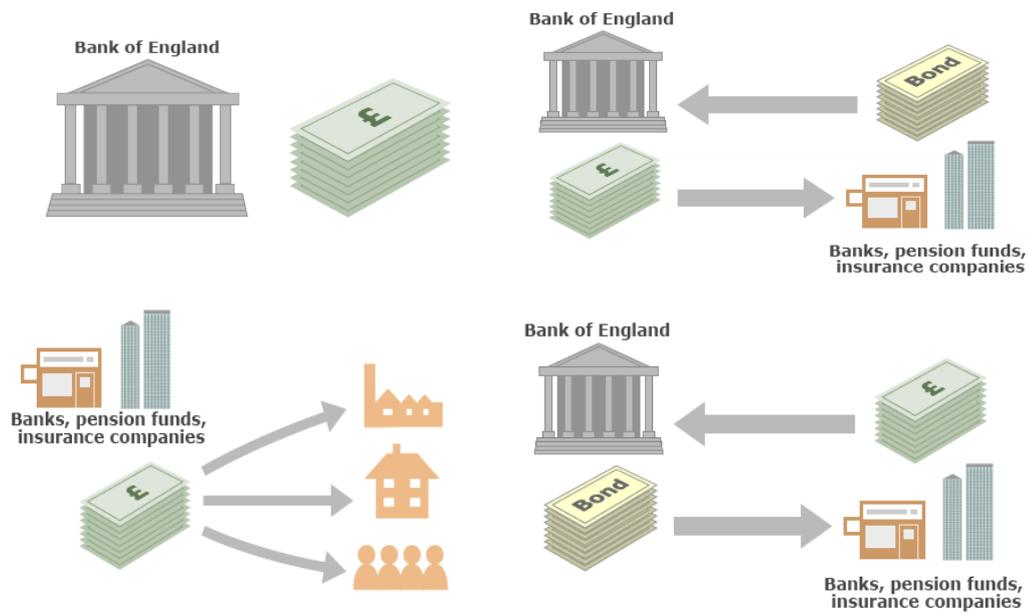
## Annexe 4 : BP stastical Review 2015

## Réserves mondiales de pétrole (en milliards de barils)

\*\* : pays membres de l'OPEP

Pays	Réserves prouvées en 2014	Part des réserves mondiales
Venezuela**	298,3	17,5 %
Arabie saoudite**	267,0	15,7 %
Canada	172,9	10,2 %
Iran**	157,8	9,3 %
Irak**	150,0	8,8 %
Koweït**	101,5	6,0 %
Émirats arabes unis**	97,8	5,8 %
Russie	103,2	6,1 %
Libye**	48,4	2,8 %
Nigeria**	37,1	2,2 %
États-Unis	48,5	2,9 %
Kazakhstan	30,0	1,8 %
Qatar**	25,7	1,5 %
Chine	18,5	1,1 %
Brésil	16,2	1,0 %
Reste du monde	127,2	7,3 %
Total monde	1 700,1	100,0 %

## Annexe 5 : Explication Quantitative Easing<sup>75</sup>



<sup>75</sup> <http://www.captaineconomics.fr/-le-quantitative-easing-qe-cest-quoi>

## **Résumé**

Les crises au fil des temps ont bouleversé le système économique mondial incitant chaque jour ses acteurs multiples à s'adapter et en tirer le meilleur comme le pire.

La crise de 2008 fût un véritable désastre pour l'économie mondiale et les Etats ont dû prendre des dispositions. A l'aube d'une potentielle nouvelle crise dont les effets seraient, selon les économistes beaucoup plus dévastateurs que les crises connues auparavant, il semble difficile de savoir quand elle se déclencherait et qui la déclencherait. Dans ce mémoire il s'agit d'identifier les potentielles causes de crise et d'établir des préconisations afin d'en éviter le déclenchement. Passant de la Chine où la croissance est au plus bas, aux pays de l'OPEP qui connaissent de multiples problèmes suite à la chute vertigineuse des prix du pétrole, sans oublier l'Union Européenne victime du Quantitative Easing de la BCE ou les Etats-Unis où la bulle obligataire étudiante est à son paroxysme. Comme précédemment évoqué, la crise de 2008 a fait l'objet de dispositions internationales comme les accords de Bâle III. Or cette réforme même si elle semble correcte en théorie, en pratique celle-ci a permis le développement du shadow banking mettant ainsi en péril les banques systémiques.

Crise – OPEP – Chine – Shadow banking – Quantitative easing

## **Resume**

The crisis during the years shook the economic global system encouraging each day its different actors to adapt and retire the best as the worst.

The 2008 crisis has been a really disaster for the global economy and the states had to take measures. At the beginning of a plausible new crisis which the effects will be, according to the economists more devastating than the precedent crisis it seems difficult to know when it goes off and who is going to cause it. In this report it's about identify the potentials reasons of crisis and establish recommendations to avoid the trigger. From China where the growth is lowest, to OPEC countries which know a lot of issues after the big fall of the petrol prices, not forgetting the European Union victim of the Quantitative Easing of the ECB or the United-States where the student bond bubble is at its paroxysm. As previously mentioned, the 2008 crisis has been doing the object of international dispositions like Bâle III agreements. But this reform even it looks right in theory, in practice this one permit the development of shadow banking putting in this way in peril the holistic banks.

Crisis – OPEC – China – Shadow Banking – Quantitative Easing